

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
SUPPLEMENT AU N° 498, 1,50 F
JEUDI 27 MAI 1971



juin
1971

7^e

congrès

textes
soumis à la
discussion

Introduction

LES textes soumis à la discussion du 7^e Congrès sont issus de la réunion de synthèse des Assemblées ouvriers et paysans. La D.P.N. n'a fait que les classer de façon à en faciliter la lecture et à engager la discussion dans les meilleures conditions.

Sur certains points, la discussion lors de cette réunion de synthèse a abouti à un texte commun. Sur d'autres, sont présentées des positions différentes, dont il appartiendra aux militants « d'estimer » si elles sont contradictoires.

Certains points, bien que discutés, n'ont pu déboucher sur une synthèse écrite, faute de temps, et ont été versés au débat à titre de contribution avec toutes les insuffisances qu'ils peuvent avoir et les réserves des délégués des autres A.O.P.

Enfin, des thèmes traités en A.O.P. n'ont débouché sur aucun texte, d'autres n'ont pas été abordés : ils sont signalés ici comme lacune devant faire l'objet d'apports complets par les sections et fédérations.

La D.P.N. a estimé devoir rappeler certaines contributions importantes à la discussion qui peuvent être utiles au débat.

Par ailleurs, l'analyse des luttes et les propositions stratégiques des A.O.P., ont été fondées à partir de l'analyse de la situation actuelle du capitalisme contenue dans le texte d'orientation de la D.P.N. du (cf. « T.S. » n° 487). Ce texte constitue donc le préambule soumis à la discussion.

Les 1^{er} et 2 mai 1971 se sont réunis à Paris les délégués des 15 A.R.O.P.

La seule A.R.O.P. non représentée est celle du Nord pour des raisons de force majeure. La commission de synthèse pense qu'il serait nécessaire de demander aux camarades du Nord leur vue de la synthèse ou s'il estiment utile de publier leur point de vue original.

Cette commission de synthèse a travaillé dans l'esprit suivant :

1 - rassembler à partir des débats les points de vue convergents et compatibles entre eux ;

2 - faire une présentation aussi claire que possible des points de vue divergents ou différents.

Compte tenu de l'importance des travaux et du peu de temps imparti à cette commission, un certain nombre de répétitions ou d'imprécisions ont pu se glisser dans le texte. Il appartiendra à l'ensemble des militants du Parti d'en tenir compte dans leur discussion.

Dans certains textes, ou certaines parties de textes, il a été indiqué les A.R.O.P. qui avaient pris position. Celles qui ne sont pas indiquées représentent les régions où, sur le point envisagé, le débat n'avait pas été suffisant.

La commission espère toutefois que les travaux permettront un débat fructueux pour la préparation du congrès.

Sommaire

adopté par la D.P.N.
pour la discussion préparatoire
au VII^e Congrès

I. NATURE ET UNIFICATION DES LUTTES

1. — Analyse des luttes :

- a) Analyse des luttes ouvrières dans les grandes métropoles industrielles. (Cf. texte paru dans « T.S. » n° 487 et le texte ci-contre.)
- b) Manque actuellement : Analyse des luttes dans les régions en sous-développement (à élaborer dans les discussions préparatoires au Congrès.)
- c) Manque actuellement : Analyse des luttes paysannes (voir le Programme d'action.)
- d) Contribution à l'analyse des luttes : Texte de Rhône-Alpes (page 3).
- e) Développement des luttes de masses :
 - Femmes : Les femmes dans la lutte de classes (page 4).
 - Manque actuellement le texte de l'O.J.T.R. (à élaborer dans les discussions préparatoires au Congrès).
 - Texte sur les lycéens (page 6).
- f) Manque actuellement : Analyse des luttes sur le cadre de vie (à élaborer dans les discussions préparatoires au Congrès).

2. — Unification des luttes et mouvement politique de masses

Nous rappelons sur ce point le RAPPORT LAMBERT (contribution).

- a) Problème d'unification : Texte de Rhône-Alpes (page 7).
- b) Texte de la région parisienne : l'Unification (page 7).
- c) Sur le mouvement politique de masses - Trois contributions :
 - Contribution de la région parisienne (page 8).
 - Contribution de Midi-Pyrénées (page 9).
 - Contribution de Provence-Côte-d'Azur (page 8).

II. RAPPORTS AVEC LE REFORMISME ET POLITIQUE VIS-A-VIS DU P.C.F.

Comme contribution, le texte de la D.P.N. (page 9).

III. PROBLEMES DE L'ORGANISATION DES MASSES

- 1. Transformation du mouvement ouvrier - texte de synthèse (page 10).
- 2. La question syndicale (Contribution de la majorité de la région parisienne-Normandie - page 11).
La question syndicale et l'autonomie prolétarienne (texte de la minorité de la région parisienne - page 13).
- 3. Manque : Les nouvelles formes d'organisation telles qu'elles sont apparues dans la lutte contre la répression (à élaborer dans les discussions préparatoires au Congrès).

IV. LA PRISE DU POUVOIR

Manquent des analyses sur les problèmes de l'Etat. (Nous rappelons à ce sujet ce qui se trouve dans le Programme d'action - l'analyse du mouvement de Mai et de ses suites.)

Texte A.O.P. de la Région parisienne-Provence (page 14).
Contribution A.O.P. de Rhône-Alpes-partie de Lorraine (page 15).

V. CONSTRUCTION DU SOCIALISME

Le débat doit être centré sur deux problèmes au cœur des luttes :

- a) Texte : La dictature du prolétariat (texte de synthèse - page 16).
- b) Texte : Planification et autogestion (texte de synthèse - page 17).

VI. LE PARTI

1. Nature du parti :

- a) Texte : Le rôle et la nature du parti révolutionnaire (page 18).
- b) Contribution de Centre-Poitou-Charentes (page 18).

2. Structures :

- a) Texte majoritaire Paris-Rhône-Alpes-Provence (page 20).
- b) Texte : Structures du P.S.U. (page 18).
- c) Eventuellement : Contribution du texte de la D.P.N. (page 21).

**Présentation
des textes
de synthèse
des A.O.P.
des 1^{er} et 2 mai
à Paris**

Analyse des luttes

Texte de synthèse

I - L'analyse des luttes doit nous garder des schémas préfabriqués et nous amener à connaître le **mouvement réel des masses**.

Nous entendons par « mouvement réel » des masses la manière dont les masses réagissent dans leur pratique quotidienne (de l'entreprise, du quartier), face aux conditions de vie, de travail, de pensée qui leur sont faites par le capitalisme d'aujourd'hui.

Une stratégie révolutionnaire capable de réussir doit s'efforcer autant que possible d'exprimer la **totalité de ce mouvement réel** et non seulement un moment déterminé de celui-ci, qu'on baptise — à la hâte — « significatif » simplement parce qu'il colle avec le schéma intellectuel qu'on veut démontrer. Elle doit s'appuyer sur les éléments les plus combatifs du mouvement pour le faire avancer globalement.

II - Le capitalisme français se trouve contraint d'accélérer sa réorganisation capitaliste du travail. Celle-ci entraîne des **situations diversifiées** selon qu'il y a liquidation d'entreprise ou de secteurs non rentables, augmentation de la productivité par l'accélération des cadences, augmentation de la productivité par la technologie et la modernisation.

C'est ainsi qu'il existe un **lien étroit** entre les réactions des travailleurs, les **types de luttes** (formes et objectifs) qu'ils adoptent et la **situation économique** qui engendre la tactique patronale.

Le patronat poursuit un objectif unique : le maintien d'un système en place à tout prix. Mais ses moyens d'exploitation se diversifient suivant les situations. On observe des cas où le patronat n'hésite pas à affronter un conflit (opération chirurgicale : licenciement - réorganisation). D'autres cas où il intensifie le travail et court le ris-

que de déclencher des luttes, d'autres enfin où il désamorce préventivement les conflits par une politique d'augmentation des salaires et d'intégration.

(A) D'autre part, les transformations du capitalisme qui entraînent la dégradation accélérée des modes de vie et des rapports sociaux traditionnels se traduisent :

— Par une prolétarianisation rapide et passive de larges couches sociales, lesquelles se trouvent brutalement confrontées aux problèmes de cette seconde accumulation industrielle (paysans, travailleurs du commerce, grands magasins) ;

— Par le développement de plus en plus fréquent de l'immigration de la main-d'œuvre ;

— Par la crise de l'idéologie bourgeoise qui se fait sentir en particulier sur les couches jeunes plus sensibles que leurs aînés, de par leur situation dans les rapports de production, aux contradictions du système (sentiment d'être hors du coup, chômage, déqualification). On retrouve le plus fréquemment ces nouvelles couches prolétariées dans les combats les plus durs.

III - Des luttes qui se développent à partir de ces situations, on observe :

Des ripostes dures de **types nouveaux** dans les objectifs et les formes de luttes (conditions de travail) là où l'agression du patronat est plus évidente aux travailleurs.

Des conflits de **types plus classiques** portant sur les salaires et les revendications traditionnelles. Ceux-ci demeurent les plus nombreux.

Mais on retrouve aussi **mêlés** dans une même lutte ces deux aspects. Il faut se garder, à partir d'expériences partielles, d'imposer le même modèle de combat à tous les secteurs de production.

I - Il est aujourd'hui admis que la définition de la classe révolutionnaire sur les critères socio-économiques qui prévalaient au XIX^e siècle est devenue beaucoup plus difficile à cerner en raison de multiples facteurs d'évolution.

Citons entre autres :

— Les différenciations provoquées au sein de la classe ouvrière au sens strict par l'évolution des techniques.

— L'affrontement plus direct de certaines couches sociales autrefois englobées dans la notion de classes moyennes aux mécanismes de l'exploitation capitaliste.

— Le développement des couches techniciennes qui sont l'objet d'une âpre compétition entre l'idéologie de la bourgeoisie et le mouvement révolutionnaire.

— Les prises de conscience anticapitalistes entraînées par le développement des contradictions dans l'appareil d'enseignement, dans le système de consommation matériel et culturel.

— Les mouvements lycéens, C.E.T. et étudiants, par exemple, démarrent

IV - a) D'une manière générale les conflits en cours font apparaître la tendance suivante :

Les conflits en cours font apparaître la tendance suivante :

— La multiplication de luttes souvent utilisées les uns des autres aux formes de luttes plus dures (tactique du fait accompli, actions en rupture avec la légalité), et plus avancées dans leurs objectifs (organisation du travail et hiérarchie) ;

— La participation croissante des travailleurs à l'élaboration démocratique des décisions par la réalisation d'assemblées de travailleurs décidant effectivement des actions à mener.

C'est dans ce cadre qu'on peut parler d'une montée des luttes, dans la mesure où de larges fractions de la classe ouvrière n'acceptent pas facilement d'être « encadrées » de manière autoritaire, mais revendiquent, au contraire, le pouvoir de décision sur les objectifs et la conduite de l'action.

b) Toutefois, à elle seule, la **spontanéité** des réactions des travailleurs ne suffit pas à susciter la conscience de classe. Il faut pour cela, à partir de la lutte elle-même, permettre une réflexion collective des travailleurs sur le contenu et les implications de leur action.

A cet égard, le P.S.U. ne doit jamais négliger son rôle d'explication qui est notamment de resituer les conflits dans leur contexte, de dévoiler leur portée politique et de montrer clairement comment les luttes actuelles peuvent déboucher sur un autre type de société.

V - Les luttes hors de la production.

Le problème posé est moins celui de la concurrence des secteurs de luttes (entreprises, environnement, interna-

tional) que celui du contenu des luttes révolutionnaires et de leur cohésion.

— L'entreprise étant un lieu privilégié du développement des luttes de classe, il est de fait prioritaire.

— Le développement du capitalisme conduisant à une accentuation de son emprise sur l'environnement permet aussi un développement des luttes de masse dans ce secteur.

— La lutte internationale est liée à l'exploitation quotidienne dans l'entreprise et l'environnement. En particulier en ce qui concerne la ségrégation des travailleurs émigrés à l'égard de leur salaire, leurs conditions de travail, leurs conditions de vie.

VI - A la violence quotidienne que les travailleurs subissent dans leurs entreprises, ils tendent d'opposer des formes d'action plus ou moins illégales, mais l'A.O.P. a différencié de la façon suivante les moyens illégaux de lutte :

1. Ceux que la classe dominante nous impose à travers ses lois (ex. : préavis de grève) ; elle se prononce contre le respect de telles lois ;

2. Ceux que la classe ouvrière se donne à travers ses luttes (séquestration, occupation d'usine, violence).

La violence permet de poser de façon directe les problèmes et favorise par là-même la prise de conscience des travailleurs. Nous souhaitons qu'à la violence quotidienne subie par les travailleurs, ceux-ci puissent opposer leur propre violence sous réserve que les deux conditions suivantes soient réunies :

a) Que le problème posé permette une explication politique ;

b) Que les travailleurs en lutte se donnent des moyens organisationnels qui leur permettront d'assurer une issue victorieuse à la lutte entreprise.

thode conduit au contraire à privilégier, dans l'analyse, des secteurs, qui, même s'ils sont le théâtre de luttes significatives par leurs formes ou leur intensité, ne sont pas forcément les plus déterminantes dans l'établissement du rapport de force global.

Il serait à cet égard désastreux de négliger celles des couches sociales qui, par leur masse numérique ou par leur place dans l'appareil de production et dans les rouages du pouvoir étatique peuvent peser de façon décisive dans le rapport des forces.

Actuellement ces couches sur le plan politique sont écartelées entre l'idéologie bourgeoise dominante, celle de l'opposition réformiste à l'intérieur du système, et celle du modernisme et dans une mesure encore insuffisante du mouvement révolutionnaire.

III - Luttes des peuples opprimés :

OPPRESSION : Il existe une oppression nationale quand la langue, la culture, les mœurs, les lois d'un peuple sont interdites et remplacés par celles d'un autre qui sont imposées.

Contribution de Rhône-Alpes



Les femmes dans la lutte de classes



que d'éducation et de persuasion pour supprimer la méfiance à l'égard des prolétaires non nationaux, et faire comprendre que seul le socialisme résoudra le problème.

PROBLEMES CULTURELS : Le problème culturel doit être posé en terme de classe dans une perspective révolutionnaire. Dans la langue nationale, l'expression culturelle bourgeoise transmet l'idéologie bourgeoise ; elle est à combattre résolument. Le mouvement révolutionnaire doit imposer une culture populaire pour transmettre l'idéologie révolutionnaire.

IV - Enfin, l'extension même de la lutte à de nouveaux secteurs pose dans la mesure où elle élargit la base objective des luttes de nouveaux problèmes au mouvement socialiste qu'il avait eu tendance à sous-estimer par le passé. En particulier, les couches jeunes et intellectuelles, brusquement révélées par le mouvement de Mai 68, n'adoptent pas spontanément les mêmes formes d'expression et de langage des autres couches sociales. Critiquant souvent le système, sous l'angle du « mode de vie » et de la culture, elles ont tendance à « oublier » la nécessité, pour réaliser la société de type nouveau, de s'emparer aussi du pouvoir économique et des principaux centres de décision. Inversement les travailleurs insérés dans le système de production sont moins sensibles à l'aliénation subie au niveau de la vie quotidienne. La radicalisation et l'unification anticapitalistes de ces différentes couches jusqu'au niveau de la contestation et de l'affrontement global, dépendent étroitement des perspectives proposées par le mouvement révolutionnaire de la prise du pouvoir et sur la période de transition vers le socialisme.

En bref la définition de la base sociale de mouvement révolutionnaire est dialectiquement liée à la stratégie de son avant-garde, et à la définition même de son objectif révolutionnaire.

V - Au niveau de développement atteint par les forces productives, le problème, n'est pas de vouloir bâtir une stratégie en reproduisant mécaniquement en 1971 les schémas de la révolution de 1917, ou des révolutionnaires Chinois ou Cubains, qui correspondent à des situations historiques et économiques différentes de la nôtre. De ce point de vue, le mouvement de Mai a encouragé, ce qui était urgent, une assimilation sérieuse du marxisme permettant l'analyse scientifique des luttes. Mais en même temps il a exacerbé dans le P.S.U. comme ailleurs les tendances dogmatiques qui sont toujours la tentation des néophytes.

VII - La stratégie à mettre en œuvre ne peut être que la résultante :

- De l'analyse des contradictions de la société capitaliste actuelle ;
- De l'expérience des luttes ;
- Du projet socialiste ;
- De la situation des pays « socialistes » et des crises qui les secouent.

Il ne faut pas faire de confusion avec le terme de colonisation qui correspond à un système de rapports économiques tout à fait différents ; la situation économique imposée par le capitalisme n'est pas motivée par des sentiments anti-nationaux, mais par le profit : sous-développement en Euskadi Nord, mais concentration industrielle en Euskadi Sud.

L'opresseur est tout d'abord national : la bourgeoisie locale qui est partie intégrante du système capitaliste.

La lutte doit être menée pour instituer un pouvoir socialiste ouvriers-paysans. Le combat est mené par tout le peuple travailleur, ce qui implique l'abandon de tout chauvinisme national, ou extérieur, contre lequel il faut lutter idéologiquement sur des bases de classe réelles.

NATIONALISME : Il existe trois sortes de nationalisme :

- celui de la nation impérialiste dominante ;
- celui de la bourgeoisie locale dont l'aspiration est un Etat indépendant qui lui permettrait d'opprimer elle-même. Les révolutionnaires doivent combattre résolument cette forme de nationalisme.

— le nationalisme populaire, première aspiration spontanée du peuple travailleur à sa culture et à son indépendance, qui naît de l'opposition au pays oppresseur : c'est le premier niveau de prise de conscience de son oppression ; ce nationalisme ne doit pas être combattu comme le nationalisme bourgeois. La tâche des révolutionnaires est un travail politi-

Le mouvement socialiste doit réfléchir et prendre en charge les problèmes propres à la femme, à la famille, à l'éducation, d'autant plus sérieusement que l'idéologie traditionaliste véhiculée par la femme actuellement représente un danger pour la société socialiste à bâtir et peut devenir un ferment de contre-révolution.

Spontralement, nous, les femmes, lions plus la vie et la politique, et notre contribution au mouvement révolutionnaire est d'un apport pratique important pour que la révolution socialiste soit aussi une révolution globale et concernant tous les aspects de la vie.

I. Peut-on parler du groupe social des femmes ?

Les femmes appartiennent par leur travail, leur père ou leur mari à des classes sociales différentes. Cependant elles forment un groupe spécifique par les exploitations et aliénations auxquelles elles sont soumises.

— Lorsque les avantages qu'elles tirent de leur situation sont plus importants que l'oppression qu'elles ressentent, il est peu probable qu'elles rejoindront le combat révolutionnaire.

Il importe donc de mettre l'accent sur l'exploitation spécifique qu'elles subissent :

— Le travail domestique est le domaine qui leur est octroyé systématiquement qu'elles travaillent à l'extérieur ou non.

— Elles ont des enfants : reproduction — entretien — éducation.

Exploitation dans la cellule familiale :

A l'intérieur de la cellule familiale, les femmes subissent une exploitation spécifique de deux façons :

— à côté de la production industrielle subsiste un mode de production familiale (de type souvent artisanal) : le travail domestique et le soin des enfants. Ce travail est fait gratuitement par les femmes soit en échange de leur entretien dans le cas de la femme au foyer, soit, en plus, à titre de deuxième journée de travail. On considère habituellement que les produits ainsi élaborés, les services effectués n'ont qu'une valeur d'usage et non d'échange, et pourtant ces mêmes produits élaborés à l'extérieur de la cellule familiale ont une valeur d'échange : on paie la purée en flocons et la couturière, on ne paie pas la mère de famille qui confectionne une purée ou habille ses enfants. Ce travail est assumé entièrement par les femmes. Il constitue une des plus vieilles formes d'exploitation.

— la femme fait les enfants et rarement le nombre qu'elle désire. « Elle les fait pour la France » (Debré - Pompidou), mais c'est elle qui, en fait, s'en occupe jusqu'à ce qu'ils soient socialement rentables.

C'est cette exploitation spécifique qui conditionne leur surexploitation dans l'entreprise.

II. Surexploitation dans l'entreprise

On admet généralement que les femmes doivent s'occuper en priorité du foyer et des enfants.

Conséquences :

- + absentéisme,
- + défauts de formation,
- + promotion difficile,
- + son salaire considéré comme appoint est, de ce fait inférieur à celui des hommes.

La main-d'œuvre féminine sert de masse de réserve. La femme trouvera du travail surtout dans les branches de l'industrie où la surexploitation est particulièrement sévère. On la cantonne dans des secteurs correspondant à l'image traditionnelle de la femme. Dans les autres branches, comme les jeunes et les immigrés, elles est souvent prise comme main-d'œuvre et OS.

Beaucoup de femmes sont obligées de faire du travail noir.

Elle est donc pénalisée parce qu'elle a des enfants.

III. Une idéologie permet et maintient cette exploitation

La « vraie femme » n'est rien d'autre que la plus facilement exploitable économiquement et sexuellement.

L'éducation et les contraintes sociales tuent en elle la confiance en soi, la créativité, la combativité dès qu'elle sort du domaine qui lui est réservé.

Maintenué dans ce circuit fermé, elle n'a aucune pratique de la vie sociale.

Hors du cercle familial, elle est dévalorisée, et tout est fait pour la maintenir dans cette situation (publicité, propagande officielle).

Elle est culpabilisée dès qu'elle sort de son rôle traditionnel qu'on emploie à enjoliver (fée du logis = bonne + repos du guerrier).

IV. Comment la femme peut-elle se libérer de cette exploitation spécifique ?

La modernisation et le progrès technique amèneront la disparition du travail ménager de type artisanal, et la condition féminine évoluera mais ceci pour se faire dans deux directions :

— la voie capitaliste, basée sur l'individualisme.

Au profit du capital avec production de plus-value :

- plats cuisinés, services chers,
- contraceptifs non remboursés et avortements dans des cliniques privées,

— création de besoins artificiels par la publicité,

— par la suite de manque d'équipements collectifs (crèches en particu-

lier), la femme doit rester à la maison. Même si cela ne correspond à aucune nécessité, on l'y maintient par des activités nouvelles artificiellement créées (renouveau de la pâtisserie, mode de faire son pain en Amérique, etc.).

— la main-d'œuvre féminine reste la masse de réserve, maintient les salaires bas, etc.

Tout ceci correspond à une nécessité économique et idéologique pour le capital.

— La voie socialiste, basée sur le collectivisme :

— Création de services collectifs au service de tous : crèche (par immeubles ou par quartier) et maisons d'enfants.

— Laveries, entreprises de ménage autogérées et effectuées à la fois par les hommes et par les femmes, mettant fin dans ce domaine à la division du travail.

— Pas de besoins artificiellement créés ni de travaux ménagers superflus.

— En même temps que la femme sort de son rôle traditionnel, elle peut s'insérer dans tous les secteurs de la société et à tous les niveaux.

— La société socialiste doit assurer aussi, mais autrement, les besoins de sécurité, d'activité manuelle, d'épanouissement que, dans une certaine mesure la famille bourgeoise traditionnelle permet parfois. Elle permettra plus de loisirs et chacun effectuera un travail manuel mettant fin à la division sociale du travail.

— Sexualité et maternité : la femme n'a que les enfants qu'elle désire, la sexualité reconnue comme naturelle, non source de profits. (Bénéfices sur les pilules, foire aux sexes, sex-shop.)

Il faut éviter de choisir des revendications du type « travail à mi-temps » qui bloquent l'évolution féminine en permettant aux femmes une meilleure adaptation à court terme à un système fait contre elles, et dont le seul bénéficiaire à long terme est le capital. Montrer que la situation de la femme qui travaille à l'extérieur est rendue difficile par les mauvaises conditions de travail et de transport, et que l'objectif est de changer totalement et non de supprimer ou de diminuer le travail féminin.

Ce qui ne veut pas dire que l'on néglige certains avantages partiels obtenus en cours de lutte, d'un intérêt tactique ou stratégique évident.

V. Pourquoi des revendications féminines spécifiques ? Portée révolutionnaire du mouvement féminin

Nous sommes certaines que la disparition totale du capitalisme permettra la libération totale de la femme. Mais l'appropriation collective des moyens de production et la prise du pouvoir d'Etat ne changeront pas automatiquement la condition féminine de manière radicale.

En effet :

— La famille n'est plus le lieu principal de la production. La fonction idéologique de la famille ne sera pas transformée fondamentalement par un changement économique. La structure familiale a survécu à la société féodale, marchande et capitaliste (Cf. Révolution russe).

— Si les femmes participent à la révolution sans mettre en avant leurs propres revendications, la condition féminine ne sera pas réellement changée.

Portée révolutionnaire :

— La femme actuelle modelée par la société capitaliste, constitue un frein pour le mouvement révolutionnaire (idéologie conservatrice, consommation, briseuse de grèves..., etc.).

— Toute force sociale ne se met en mouvement qu'à partir de ses revendications propres. C'est aux militants politiques de faire le lien entre les revendications et de créer les conditions de leur dépassement. Ce combat des femmes concerne tous les militants révolutionnaires parce que la famille perpétue l'idéologie bourgeoise et est un ferment de maintien et de retour à la société capitaliste : l'enfant, dans la famille, s'habitue aux rapports sociaux capitalistes (hiérarchie, division du travail, individualisme, parcellisation, propriété privée...).

VI. A court terme, quelles luttes ?

Quelles sont les luttes immédiates liant la lutte contre le capitalisme à la lutte pour la transformation de la condition féminine ?

— Dans les quartiers, création de groupes luttant pour l'organisation collective des tâches ménagères et de garde des enfants. On peut montrer à cette occasion l'apport du travail de groupe et éviter ainsi l'opposition stérile « homme-femme ». Il vaut mieux qu'hommes et femmes luttent ensemble pour obtenir une laverie d'immeuble que de se disputer pour savoir qui fera la lessive. Néanmoins, chaque homme doit montrer concrètement, en partageant les tâches ménagères et les responsabilités, qu'il veut abattre la division capitaliste du travail.

Il ne s'agit pas évidemment de réclamer par pétition des équipements collectifs !

Il faut que les formes de lutte choisies, les regroupements qu'elles permettent, les besoins parfois inconscients mis ainsi en évidence montrent, sans ambiguïté, que ce combat fait partie du combat révolutionnaire. En particulier il est essentiel de mettre pratiquement en évidence à cette occasion les blocages dus à la société capitaliste. (Par exemple ce n'est pas n'importe quelle crèche qu'il faut exiger : elles ne doivent pas être de simples garderies, mais le lieu favorisant l'épanouissement de l'enfant et l'éveil à la vie collective. Une participation constante des parents doit être possible.) Ces acquisitions se feront dans une perspective de lutte et non de mendicité vis-à-vis du pouvoir.

— Modifier la conception bourgeoise de l'éducation qui reste le critère communément admis. Toutes les contraintes inutiles et empêchant l'épanouissement de l'enfant, doivent disparaître. (Une politesse qui n'est qu'une étiquette, une répression sexuelle dès le plus jeune âge... une dépendance totale des parents pour les moindres problèmes...)

Agir, en utilisant toutes les possibilités de contact, pour que les filles reçoivent la même éducation dans les familles et aient les mêmes possibilités matérielles de poursuite des études et de formation professionnelle que les garçons. Elles ne doivent pas, elles seules, être les aides d'une mère surchargée de travail.

— Sexualité et maternité :

● Demander l'abrogation de la loi de 1967 qui permet à un directeur d'établissement scolaire de renvoyer

toute élève, ou toute fonctionnaire de l'Education nationale enceinte, ou même de refuser la constitution de son dossier.

● Lutter pour l'éducation de masse de la sexualité et du contrôle des naissances. Actuellement cette éducation ne peut se faire complètement, et il y a des milliers de femmes qui se font avorter dans les pires conditions. Ce combat doit intégrer la lutte pour l'avortement libre et gratuit.

● Exiger la possibilité de la prise en charge de tous les enfants, y compris dans leurs loisirs, pour libérer la femme. En effet, ce n'est pas le temps passé avec ses enfants, mais la disponibilité d'esprit dans laquelle on se trouve qui est importante.

— En même temps que la femme se libère du travail domestique et de l'exploitation sexuelle, elle doit exiger la disparition de l'unique modèle imposé partout : La femme-objet qui la dégrade et la réduit au rôle de consommatrice. Elle doit lutter pour sa revalorisation sur les autres plans.

— Salaire égal.

— Accès à la culture et à la formation.

— Droits juridiques.

— Responsabilités syndicales et politiques.

Lutter pour la libération de la femme, c'est lutter contre la hiérarchie capitaliste.

VII. Quels moyens choisir ?

On doit répondre à cette question sur la base d'expériences précises en les liant à notre conception de la lutte et de l'organisation, et non à priori.

Groupes de femmes ou mixité ?

— Au début il nous apparaît encore indispensable de travailler entre nous pour les raisons suivantes :

— Rapport de force à créer.

— Affirmation de soi.

— Clarification sur le plan politique.

— Rôle de formation : apprendre à poser nos problèmes en termes politiques.

A ces groupes structurés et définitifs, nous préférons des commissions provisoires permettant une bonne approche des problèmes.

Par la suite nous avons conscience de la nécessité le plus rapidement possible de la prise en charge par tous, hommes et femmes, de ces problèmes, car si nous ne pouvons éviter de lutter sur ce terrain qui est actuellement le nôtre, le sens de notre combat est justement de s'en libérer.

Types d'organisation.

Une organisation servant de courroie de transmission vers le parti (genre U.F.F.) nous paraît une mauvaise solution. Au contraire, comme dans les autres domaines nous croyons possible un mouvement de masse partant de la base. Nous savons que dans ce secteur aussi se poseront les problèmes : rapports « parti-mouvement de masse », coordination, etc.

Promotion dans le parti.

Sur le plan pratique, plus aucune réunion ne doit avoir lieu sans organisation de garderie d'enfants, moyens de transport...

A long terme, si la réalité féminine est bien acceptée par l'ensemble du parti, c'est-à-dire, si le parti se d'être un parti d'hommes construisant une société pour les hommes, l'insertion de la montée des femmes se fera à tous les niveaux.

A court terme, faut-il quelques femmes à la D.P.N., qui ne serviront que de caution permettant ainsi au parti de paraître ouvert aux femmes ?

Faut-il à la D.P.N. quelques femmes dont la spécialité serait les problèmes féminins, avec le risque d'isolement et le danger classique de rendre ces problèmes marginaux ?

Dès maintenant, sur les autres problèmes politiques, aucune candidature valable ne peut être refusée parce que féminine.

Conclusion

En luttant pour notre dignité, nous apporterons au mouvement révolutionnaire une force essentielle. Bien que ce ne soit pas prévu dans les schémas classiques, cette motivation a toujours été déterminante dans la lutte. Nous avons bien conscience que nous remettons en question la forme traditionnelle de la famille bourgeoise. Cette transformation doit avoir lieu puisque la famille est la cellule de base de la société capitaliste. C'est pourquoi, nous avons le devoir de réfléchir à d'autres solutions, d'en proposer, même si nous savons que c'est en fin de compte, l'expérience pratique qui tranchera.

Amendement.

Il nous apparaît intéressant d'implanter dans les quartiers des groupes de femmes largement ouverts, menant les luttes dont on a parlé plus haut. Les militantes P.S.U. doivent actuellement impulser ces groupes.

Cadre de vie.

Prendre le texte de la commission N° 1 de l'A.O.P. de la région parisienne.

Amendement 3^e alinéa.

Aujourd'hui, le développement du mode de production capitaliste, conduisant à une accentuation de son emprise sur l'environnement, permet un développement des luttes de masse dans ce secteur.

Document de travail pour les Assises Nationales Enseignement (1^{er} et 2 Mai)

transmis à la délibération du Parti

NECESSITE D'UNE REFLEXION APPROFONDIE DU P.S.U. SUR LES LUTTES LYCEENNES

Le P.S.U. n'a pas encore accordé suffisamment d'importance au développement des luttes lycéennes. Sur le plan politique il ne s'est pas donné les moyens d'analyser le mouvement actuel ce qui conduit les militants lycéens du Parti à reprendre à leur compte telle ou telle analyse d'autres courants révolutionnaires sans avoir à leur disposition des éléments leur permettant d'en comprendre les limites. Dès lors leur intervention n'a plus réellement d'homogénéité politique et le risque est grand de voir, comme ce fut le cas notamment sur le secteur étudiant, une intervention du P.S.U. qui cède selon les circonstances à la pression politique du ou des groupes présents sur le terrain des luttes.

La constitution rapide d'un secteur lycéen du P.S.U. qui se donne des moyens organisationnels et politiques suffisants est donc plus que jamais nécessaire.

Ce texte a simplement pour objet de faire le point sur la situation des luttes lycéennes et de dégager quelques éléments d'analyse et quelques perspectives qui permettent d'ouvrir le débat sur cette question dans le Parti.

I. — LES LEÇONS DE « L'AFFAIRE GUIOT »

La mobilisation massive des lycéens au moment de l'affaire Guiot a mis en évidence la force du mouvement et sa fragilité. On pourrait certainement effectuer la même analyse pour les mouvements qui se sont développés en province à la même époque.

A Paris, il a été possible de mobiliser de façon continue pendant 3 jours près de 15.000 lycéens. L'échec total de l'U.N.C.A.L. et de la direction du S.N.E.S. qui tentaient de limiter le mouvement au seul cas Guiot, la réussite massive du sit-in du boulevard Saint-Michel, la politisation croissante des mots d'ordre largement acceptée ont montré que le mouvement se situait dans une perspective anticapitaliste même si la plupart des lycéens n'ont pas une claire conscience des processus qui sont à l'origine de leur révolte. On a pu constater enfin le besoin d'une liaison très rapide entre établissements qui s'est traduite par des communications extrêmement importantes entre les différents comités de lutte.

Mais on a vu aussi la difficulté d'une unification des luttes en raison de l'extrême diversité des motifs et des objectifs qui les provoquent. Le risque d'un mouvement qui ne se mobilise de façon massive que sur la répression est réel. Le mouvement étudiant a été durement marqué par l'absence de perspectives directement offensives. Un processus analogue pourrait se produire chez les lycéens. L'appel à la solidarité est en effet insuffisant d'autant plus que la pratique des militants révolutionnaires souvent extrêmement coupés de la masse des lycéens ne favorise pas la répétition continue de ce type d'actions entrecoupées par ailleurs de dénonciations traditionnelles de « l'humanisme petit bourgeois ».

Les difficultés ont été renforcées pendant l'affaire Guiot par l'absence de structures de luttes unitaires et permanentes pouvant réunir les lycéens révolutionnaires, et ceux qui ressentent l'impasse d'un syndicalisme lycéen impuissant et sans objectif du type UNCAL. En particulier les décisions réelles (manifestations et sit-in) ont été prises dans des réunions d'organisation politique, et la coordination des comités de grève n'a fait que les entériner.

Un des éléments décisifs apparus au moment de l'affaire Guiot est l'apparition massive des C.E.T. et des lycées techniques dans la lutte. Resté le plus souvent en dehors des luttes en Mai 68, le technique, en février 71 a réussi contrairement aux lycéens du classique à trouver des objectifs de luttes précis : ceux-ci portaient autant sur les conditions de travail, les débouchés (le C.E.T. c'est déjà l'usine) que sur le mode de vie ressenti comme oppressant par l'ensemble de la jeunesse. D'autre part, la nature des risques encourus par les élèves des C.E.T. et lycées techniques (répression très importante, proximité de la vie active, etc.) conduisent le mouvement à éviter au maximum « une phase gauchiste » et fondent la nécessité d'un travail en profondeur, de formes de lutte et de débats infiniment plus démocratiques que celles qui persistent au sein du mouvement lycéen.

Les militants révolutionnaires ont pour la plupart mal mesuré à quel point les luttes lycéennes remettaient en question leur propres méthodes. C'est le cas notamment de la Ligue Communiste qui continue à vouloir travailler uniquement dans le cadre des comités Rouges. D'autre part, il est impor-

tant de constater que les sit-in lancés par les lycéens sont la première tentative d'une rupture avec les pratiques groupusculaires traditionnelles en général totalement incomprises de la population. Pour la première fois notamment, une réflexion sur l'utilisation des techniques non violentes a été entamée et les militants révolutionnaires devront en tenir compte.

II. — QUELQUES ELEMENTS D'ANALYSE : MOUVEMENT LYCEEN - MOUVEMENT DE LA JEUNESSE

Le débat sur les formes d'organisation des luttes lycéennes est déterminé par l'analyse qui est faite de la nature de classe du milieu lycéen, de sa situation par rapport à l'ensemble de la jeunesse. Deux types d'analyses s'opposent sur ce point, mais elles restent impuissantes à rendre compte de l'intégralité du phénomène :

1. La première considère que la nature de classe du milieu est en profonde transformation, et qu'il n'est plus possible de le considérer comme un milieu petit bourgeois au sein duquel le passage à la lutte révolutionnaire est seulement le fait d'éléments en « rupture de classe ». Considérant le processus de prolétarisation des travailleurs intellectuels, cette analyse tient compte du fait que l'origine sociale encore massivement bourgeoise ou petite bourgeoise des lycéens n'est pas le seul élément constitutif d'une prise de conscience anticapitaliste. En particulier leur insertion future dans la production sera pour la plupart celle de travailleurs salariés ne disposant d'aucun contrôle sur l'utilisation de leur travail. De ce fait, il serait possible sur la base de revendications proprement lycéennes de fonder une prise de conscience anticapitaliste débouchant sur une organisation **syndicale révolutionnaire** des lycéens.

Une telle analyse si elle a le mérite de mettre en évidence la transformation de la nature de classe du milieu, ne tient pas compte du fait que la prise de conscience actuelle ne correspond pas au schéma du syndicalisme révolutionnaire. Au lieu d'une évolution qui met en évidence la nature du pouvoir d'Etat à la suite de revendications au départ « non politiques » la contestation lycéenne est au contraire spontanément anticapitaliste dans la mesure où elle s'exerce en réaction contre toutes les formes de vie oppressive que leur impose le système social. On assiste ainsi à un phénomène de RALBOL général qui ne porte pas spécifiquement sur des caractères lycéens. Le RALBOL s'exerce autant à l'encontre de la famille, de la répression sexuelle, d'un mode de vie anonyme et étouffant que contre l'administration, les règlements ou les examens.

2. C'est sur cette base que se fondent plusieurs courants politiques (Révolution, V.L.R. notam-

ment) pour refuser une quelconque spécificité au mouvement lycéen et expliquer que sa révolte est d'abord une révolte de la jeunesse. Refusant dès lors une organisation lycéenne autonome, ces courants préconisent la création d'un vaste mouvement de la jeunesse révolutionnaire.

Une telle interprétation ne tient pas compte pourtant de plusieurs éléments essentiels :

a) la fragilité du phénomène RALBOL : s'il est vrai que la contestation lycéenne est spontanément anticapitaliste, elle n'est pas en soi révolutionnaire. Les phénomènes de révolte peuvent tout aussi bien être à l'origine d'un processus de marginalisation des jeunes qui accentuera la dureté des troubles à la périphérie du système sans le remettre sérieusement en question. Les militants révolutionnaires doivent être conscients de ce risque. En particulier et contrairement aux thèmes répandus par des groupes comme V.L.R. il est erroné de faire croire à la nécessaire immédiateté des luttes. Un travail politique en secteur lycéen doit au contraire mettre en évidence tant au niveau des objectifs qu'à celui des formes de lutte une nécessaire médiation qui résulte de la compréhension des intérêts généraux de l'ensemble des forces anticapitalistes.

b) L'importance des lieux lycéens dans le déclenchement de la contestation.

Même s'il avait des caractéristiques « jeunes » le mouvement lycéen n'a pu exister que parce que les lycées constituent des lieux de regroupement privilégiés pour son déclenchement. Il existe fort peu de lieux de regroupements réels de l'ensemble des jeunes. D'autre part, il est nécessaire que les jeunes travailleurs d'une part, les techniques d'autre part, disposent de leurs propres moyens d'expression et d'organisation, faute de quoi « la liaison » ne constituera qu'une dilution sans intérêt des luttes des différents secteurs de la jeunesse.

III. — PERSPECTIVES ET FORMES D'ORGANISATION

Dans ces conditions, plusieurs tâches doivent être remplies par le P.S.U.

1) poursuivre rapidement un travail d'analyse sérieux sur la situation lycéenne ;

2) favoriser le développement de formes d'organisation autonomes des lycéens, du technique et des jeunes travailleurs. Ce qui suppose un soutien réel au développement du Centre de luttes lycéennes, comme de l'OJTR ;

3) développer une stratégie de l'ensemble du secteur enseignement qui tienne compte de l'importance et des caractères spécifiques du mouvement lycéen, notamment dans sa liaison avec les profs révolutionnaires. □

Unification des luttes

Le texte issu de l'assemblée Rhône-Alpes soulève des questions qui n'ont pas toutes été discutées dans l'ensemble des assemblées régionales. C'est en particulier le cas au point quatre, qui ainsi ne peut rencontrer l'accord unanime des délégués de toutes les assemblées représentées.

UNIFICATION DES LUTTES

1. Un des objectifs essentiels que nous avons à poursuivre dans le combat anticapitaliste est de s'opposer à la coupure artificielle entre les luttes économiques d'une part (qui seraient du ressort des syndicats) et des luttes politiques d'autre part (qui sont elles du ressort des partis). Cette séparation entre politique et économique que maintient la C.G.T. et le P.C. et que vient renforcer la plupart des militants C.F.D.T. anarcho-sindicalistes empêchent objectivement une prise de conscience des travailleurs au travers de leurs luttes sur l'entreprise comme hors de l'entreprise de l'enjeu global du combat face au système capitaliste.

Alors que les luttes et la façon dont elles sont conduites contre la hiérarchie des salaires par exemple, ou contre l'organisation capitaliste du travail (cadences, horaires, multiplication et diversification des tâches...) remettent fondamentalement en cause le système capitaliste.

2. Il est essentiel également de relier les luttes menées sur le terrain de la production et sur celui de la reproduction, en expliquant que le système capitaliste ne se maintient et ne se reproduit que dans la mesure où il réalise la prise en charge et le contrôle de tous les secteurs non productifs (enseignement, santé, cadre de vie...).

3. Notre tâche d'unification des luttes doit viser à réaliser concrètement l'alliance des différentes couches sociales anti acquise à la lutte anticapitaliste en opposant ainsi un front uni à l'Etat bourgeois qui, lui, s'est donné à un pouvoir, facteur d'unité et de cohésion de sa propre base.

Le problème de l'unification des luttes se pose notamment aux camarades qui travaillent dans des trusts ou des firmes multinationales.

Les expériences de luttes récentes montrent que la riposte de la classe ouvrière n'est pas organisée de façon à inquiéter le capitalisme avancé. Le conflit des Batignolles, faute peut-être d'une extension de la lutte aux usines de Creusot-Loire, de Rhodiaceta à niveau de l'ensemble du trust Rhône-Poulenc, nous demande de bâtir une stratégie qui puisse se situer à une échelle nationale ou internationale, et non pas à en rester à une lutte localisée, souvent menée comme il y a 20 ou 30 ans.

Et pourtant, ce capitalisme industriel et financier avancé est souvent vulnérable, dans la mesure où il est lié à d'autres branches (ex. : chimie avec la métallurgie) et peut être ébranlé si l'on agit à ce niveau global.

L'avancée d'objectifs et de formes d'organisation des luttes au niveau global du trust n'est évidemment pas à poser de façon théorique, mais doit résulter pratiquement de l'analyse des expériences passées et de leurs limites (difficultés à conduire les luttes jusqu'à une victoire concrète au niveau de chaque entreprise de ce trust). Cela demande une coordination au niveau au moins européen du mouvement révolutionnaire et correspond à l'organisation des luttes contre une organisation capitaliste à concentration verticale et horizontale. Et c'est dans ce sens qu'il faut poursuivre à l'intérieur même du parti l'organisation des différentes branches.

4. Dans ce but, il faut poursuivre inlassablement plusieurs objectifs, dialectiquement liés entre eux, en cessant une fois pour toutes de les opposer artificiellement (et souvent de manière infantile) les uns aux autres. La prise de conscience des masses ne progresse pas en effet selon une simple ligne droite imaginée par l'esprit. L'intervention dans les luttes de masse, les campagnes d'action, les luttes électorales, les interventions des élus dans les institutions légales, le travail incessant d'explication y contribuent. C'est pourquoi le parti doit s'assurer que ses divers modes d'intervention vont dans le même sens. Le développement des luttes populaires sur des objectifs précis en des formes d'ac-

tion spécifiques doit permettre la critique de la société capitaliste et celle du réformisme.

a) Il faut, pour cela, développer l'intervention du parti sur les objectifs de luttes, les moyens de luttes, l'autogestion des actions engagées. Il faut aussi préparer, accompagner, suivre les luttes par un travail d'explication politique.

b) Les campagnes électorales doivent être liées aux luttes quotidiennes, et pour cela sérieusement préparées. Il faut dénoncer la déformation, le conditionnement du vote des électeurs par la bourgeoisie et non pas se présenter comme les partisans d'un système de parti unique sans élections contradictoires.

c) Il faut coordonner la mobilisation populaire et le travail des élus dans les institutions légales (mairies, comités d'entreprises...).

d) La formation des militants doit aller de pair avec l'élaboration théorique sérieuse et l'étude des problèmes concrets (situation de l'emploi, projet de constructions, par exemple...) qui doit permettre de dévoiler le jeu de l'adversaire capitaliste.

5. Le parti révolutionnaire assure la cohésion stratégique de l'assaut des forces sociales contre le système capitaliste. Selon le type de liaison qu'il entretient avec celles-ci (composition sociale, héritages idéologiques, évaluations de l'expérience historique du mouvement ouvrier...) des propositions stratégiques peuvent être différentes. C'est pourquoi il peut y avoir plusieurs avant-gardes révolutionnaires. C'est leur capacité à formuler correctement la stratégie la mieux adaptée, à gagner dans l'affrontement avec le pouvoir d'Etat capitaliste, à réussir la révolution socialiste et la transition qui permettra de dire, après coup, quel est le parti révolutionnaire et non l'auto-proclamation. Certes, il est normal que nous voulions construire « le » parti révolutionnaire mais les glissements de vocabulaires (de « un » à « le ») ne doivent pas nous faire oublier que nous devons rejeter catégoriquement toute vision idéalisée et mystique d'un parti guide ayant la vérité sous peine de retomber dans toutes les erreurs qui portent les germes du stalinisme.

Unification des luttes

Synthèse élaborée à partir du texte A.O.P. Région Parisienne

A - LES LUTTES DES MASSES HORS DE LA PRODUCTION

(Le débat a porté principalement sur un certain nombre de luttes populaires sectorielles — type transports, logement — mais n'a pas posé le problème des mouvements de masse à caractère général (S.R.) ou de certaines couches sociales, femmes, jeunes, etc.).

I. — Le fait que les travailleurs ne rencontrent pas le capitalisme seulement dans l'entreprise, mais aussi dans leur vie extérieure au travail n'est pas nouveau. Depuis longtemps ils sont confrontés en tant que consommateurs à un circuit de distribution, en tant que locataires à un propriétaire, etc. Depuis longtemps aussi ils cherchent à réagir contre les conséquences qui en découlent. Mais cette réaction a été

pendant longtemps parcellaire, échappant mal à l'alternative entre corporatisme et manifestations de révolte isolée.

Aujourd'hui, le développement du mode de production capitaliste crée des conditions objectives de luttes anti-capitalistes hors de la production :

a) parce que des pans entiers de ce qui était jusqu'à présent considéré comme relevant du « service public » tombent dans l'économie de marché ; deviennent donc objets de « rentabilisation » et de « vérité des prix » payés par l'utilisateur (logement social, transports, santé, loisirs) ; le service qui se dégrade (rentabilisation) et devient plus cher (prix) rendent plus insupportables les conditions d'existence.

b) parce que simultanément le capitalisme s'organise pour faire face à ses nouveaux terrains d'intervention, et qu'en conséquence l'utilisateur ou le consommateur rencontrent surtout en face d'eux quelques grands groupes financiers, ou directement l'Etat capitaliste. Autrement dit, chaque lutte rencontre aujourd'hui le même adversaire, le capitalisme.

Il n'y a donc pas seulement montée de mécontentements partiels (qu'il ne s'agit pas pour nous simplement d'additionner les uns aux autres), mais naissance de la conscience de la nature politique des problèmes rencontrés.

II. — Or l'action sur les divers terrains s'inscrit dans toute stratégie révolutionnaire.

a) On ne peut se battre dans l'entreprise pour une réduction importante

du temps de travail et livrer le travailleur sans moyens de lutte face à l'exploitation capitaliste dans les autres secteurs de la vie. On ne peut se désintéresser des conditions d'habitat des travailleurs (problèmes des travailleurs immigrés, des mal logés). Les mouvements de masse dans les couches populaires (syndicats ouvriers, comités d'usagers, de locataires, paysans en lutte, secours rouge...) permettent sur des actions locales, régionales, nationales, de souder les travailleurs sur de nouveaux champs de luttes. Ils peuvent éventuellement unir aux travailleurs les femmes au foyer, les petits commerçants, les artisans, les paysans, facilitant ainsi la naissance du sens collectif nécessaire au socialisme. Ils favorisent la prise de conscience ou au moins la neutralité bienveillante des autres couches de la population et préparent la mise en place de contre-pou-

voirs nécessaires en période pré-révolutionnaire ;

b) Parallèlement à l'extension de son domaine, le capitalisme développe une offensive idéologique de grande envergure : en témoignant la diffusion des idéaux bourgeois au niveau du logement, la consécration de l'individualisme dans la ville, la répression culturelle dans les loisirs. Les révolutionnaires ne doivent pas non plus délaissé le combat sur aucun front idéologique.

III — L'expérience pratique des luttes récentes permet de poser deux problèmes relatifs à leur intégration dans notre stratégie révolutionnaire : celui de leur articulation avec les luttes internes aux entreprises ; celui de la convergence de l'ensemble des luttes.

a) articulation avec les luttes menées dans les entreprises.

Elle est nécessaire, puisqu'il s'agit de mener un combat unique contre le

capitalisme, conduisant à une issue : la prise du pouvoir. Mais elle comporte deux exigences :

— l'action politique sur l'entreprise doit aller au-delà du travailleur pris uniquement comme producteur. Il s'agit de faire apparaître qu'en tant que travailleur, et par le prolongement de l'exploitation dont il est l'objet, il rencontre des problèmes de logement, de transport, etc. Et cela pas seulement dans la dénonciation politique, mais aussi dans les formes de luttes elles-mêmes (par ex. en faisant apparaître comment le système de transport est en réalité au service du patron) ;

— les combats menés par les travailleurs doivent pouvoir partir de l'entreprise et en sortir ; si les travailleurs sont préparés à réagir sur des problèmes externes à l'entreprise, ils peuvent décider de rejoindre des combats menés sur ces problèmes par les organisations populaires de masse.

Cette articulation ne peut pas naître d'elle-même. Les militants révolutionnaires doivent y contribuer parce qu'ils tiennent les deux bouts de la chaîne.

b) convergence entre les luttes menées sur tous les terrains. Il ne suffit pas de constater que les luttes de masse visent en définitive le même adversaire pour qu'elles s'unifient pratiquement. Le problème de leur convergence non pas abstraite, mais traduite concrètement dans une lutte commune, ne peut se résoudre par la simple juxtaposition ou addition de luttes sectorielles.

Des perspectives stratégiques unifiantes. La possibilité de transposer dans les luttes externes à l'entreprise les nouvelles formes de luttes apparues à l'intérieur de l'entreprise, doit faciliter la convergence, par leur similitude et surtout parce qu'elles con-

duisent à poser le problème du pouvoir.

Pour parvenir à cette convergence, il faut d'une part éliminer les facteurs d'éclatement en luttes opposées les unes aux autres, et offrir d'autre part à chaque lutte des perspectives stratégiques unifiantes avec les autres.

Les facteurs d'éclatement des luttes de masses en opposition les unes aux autres sont le reflet des contradictions au sein du peuple. On ne peut ignorer le danger redoutable qu'elles peuvent représenter dès lors que la bourgeoisie sait les utiliser (immigrés-Français, usagers-employés, jeunes-vieux, etc.) en accusant les conflits auxquels elles peuvent donner lieu.

Leur élimination passe à la fois par la définition d'objectifs et formes de luttes permettant de les dépasser, et par un combat idéologique opposant la solidarité/de classe au « chacun pour soi » bourgeois.

Contribution

Luttes hors de l'entreprise

La pratique des luttes et leur résultat ont montré à l'évidence la nécessité de la présence des militants révolutionnaires dans les organisations syndicales.

Sur ce point, l'assemblée ouvriers-paysans de Cap Breton est unanime.

La domination du capitalisme sur les travailleurs tant dans l'entreprise que dans le cadre de vie entraîne la nécessité de se poser la question de la jonction des luttes.

Les syndicats sont des organisations de la classe ouvrière, celles d'usagers ne le sont que très rarement. Il est donc nécessaire dans tous les cas de faire une analyse de classe (compo-

sition sociale, objectifs, formes d'action).

Deux positions sont alors possibles :

1. — Rester ou entrer dans ces associations pour orienter leur action dans une optique révolutionnaire, en faisant apparaître les clivages de classe, pour coordonner l'action des militants révolutionnaires, dans le but d'une utilisation politique et révolutionnaire de ces associations, en s'efforçant d'assurer la diffusion de nos positions au cours de la lutte. S'il apparaît qu'il est impossible d'œuvrer dans ce cas, il est évident qu'ils doivent s'en retirer.

Le terme de « mouvement politique de masse » n'est d'aucune utilité s'il se contente de décrire un état de fait : l'état de la lutte des classes dans son ensemble, l'état de l'ensemble de ce qui bouge.

Par contre, on peut lui donner un contenu différent et décrire alors un phénomène particulier et important de l'époque actuelle : le mouvement vers la convergence de ses trois composantes principales :

1. — Les noyaux ouvriers, qui rassemblent sur une base de masse, à partir des luttes, les ouvriers les plus combatifs (révolte) et les plus conscients (expérience), qui ont rompu concrètement dans la pratique des luttes avec le réformisme, le révisionnisme et la capitulation, même s'ils n'en ont pas la conscience réelle.

2. — Les militants révolutionnaires qui ont saisi le développement des luttes ouvrières, l'importance de la démocratie prolétarienne de masse et qui entendent rompre avec toutes les pratiques légalistes et de substitution aux masses et pousser à l'autonomie de lutte de la classe ouvrière.

3. — Les militants radicalisés apparaissant dans un certain nombre de mouvements populaires dont l'autonomie ne pourrait être que relative par rapport à celle du prolétariat : mouvement paysan (paysans en lutte) ; mouvements étudiant et lycéen, mouvement des femmes, mouvement des jeunes travailleurs et organisation politique autonome des immigrés, comités d'usagers, de locataires, Secours Rouge, etc.

C'est donc le problème de l'unité du peuple qui est posé.

Il est intéressant de noter que certains de ces mouvements autonomes ont un apport original et direct que la classe ouvrière aura à reprendre à part entière et qui fait que les alliances de la classe ouvrière avec ces mouvements ne sont pas simplement tactiques.

2. — Dans le cas particulier de l'enfermement, les parents-travailleurs doivent poser le problème en tant que travailleurs. Ce n'est pas le cas : les associations de parents ne se battent pas sur une ligne de classe : rester sur le terrain strictement parental est récupérable, réformiste ou bourgeois. En fait, y-a-t-il une évolution possible de ces organisations ? Ont-elles une base de classe suffisante et le combat idéologique qui s'y mène ne peut-il être que stérile ?

Ne serait-ce pas plutôt dans les organisations à base de classe qu'il faut développer la lutte révolutionnaire sur cette question ?

Les méthodes d'action que ces mouvements véhiculent préfigurent les méthodes de prise du pouvoir, que ce soit les méthodes de décision : priorité aux assemblées générales, coordination des actions par la base — ou les méthodes de lutte : par exemple la violence contre les cumulards.

Si pour le mouvement ouvrier nous pensons que l'étape est au développement de l'autonomie de lutte qui passe par la constitution de noyaux ouvriers, l'étape pour l'unité populaire est au développement de tous les mouvements de masse permettant de révéler réellement les contradictions au sein du peuple et par là-même d'avancer vers leur résolution. Ainsi l'unité populaire n'est plus posée en termes de juxtaposition de mouvements de masse, mais en termes de société à construire, posant directement le problème du pouvoir.

Mais définir ainsi « le mouvement politique de masse » et son développement ne résoud pas tous les problèmes. D'une telle convergence doit naître le parti révolutionnaire, qui seul sera capable de trouver des solutions justes aux contradictions au sein du peuple, d'articuler entre eux les mouvements autonomes des couches sociales sous la direction du prolétariat, qui peut seul réaliser la compréhension réciproque et mutuelle des problèmes spécifiques et divers. Un tel parti est nécessaire pour résoudre les problèmes de la prise du pouvoir.

Un tel parti sera donc la fusion des différentes avant-gardes apparues dans le mouvement politique, sous la direction de l'avant-garde ouvrière.

Il va donc de soi que le problème actuel est celui de l'émergence d'un « mouvement politique de masse » ainsi défini, et que celui de la construction effective du parti révolutionnaire est indissolublement lié à cette émergence.

(Ce texte résume l'état actuel de la discussion qui reste ouverte sur ce problème).

Position émanant de l'A.O.P. Région Parisienne sur le "Mouvement politique de masses"

Contribution de Midi-Pyrénées sur le mouvement politique de masses

Devant la multiplication des foyers de lutte, il importe de situer les travailleurs combattifs dans l'éventail des formes politiques et syndicales. On peut affirmer qu'en majorité ils se trouvent dans les syndicats.

Une minorité mène des luttes hors de ces structures. Elles ne traduisent pas toujours, alors, une prise de conscience politique et sont le plus souvent des réactions de colère devant les conditions de travail (cadences, etc.). Ces actions sont intermittentes.

Si les travailleurs combattifs ne se retrouvent pas dans les organisations politiques d'extrême-gauche (P.S.U. mais, surtout, groupes révolutionnaires tels que Ligue communiste, Lutte ouvrière), il faut souligner l'écho de plus

en plus favorable que rencontrent ces organisations dans les entreprises lorsque les actions menées, si elles sont minoritaires, ne sont pas « minorisantes ». Ceci est le cas sur l'agglomération toulousaine, la Fédération de l'Aude apportant un témoignage contraire.

On constate par ailleurs des tentatives de pénétration de militants révolutionnaires (courant maoïste) dans les milieux paysans. Dans ce secteur, les manifestations de colère ne débouchent pas sur des perspectives politiques en raison du niveau de conscience faible de la plupart des agriculteurs et du blocage de leurs structures syndicales. Une tendance se dessine au sein du C.N.J.A. tendant à briser l'unitarisme.

CONTRIBUTION CONTRADICTOIRE DES ALPES-MARITIMES

Les travailleurs qui ont pris politiquement conscience sont en minorité. Malheureusement, ce ne sont pas les vrais prolétaires, trop écrasés pour avoir la force de lever la tête, qui sont les plus conscients. Ils se situent plutôt dans les milieux intermédiaires des ouvriers professionnels, des spécialistes, des techniciens, mais les plus conscients politiquement ne sont pas automatiquement les plus combattifs. Ceux-là sont plutôt ceux qui ont tout à gagner et rien à perdre.

La majeure partie des travailleurs conscients se trouvent dans les syndicats, mais une grande partie des travailleurs parmi les moins qualifiés qui sont souvent les plus combattifs se trouvent en dehors des syndicats.

Les perspectives du courant révolutionnaire

(adopté à l'unanimité par la D.P.N.)

Le régime de Georges Pompidou n'arrive à se stabiliser ni sur le plan social, ni sur le plan économique. Après une période de relative accalmie consécutive aux élections présidentielles de juin 1969, qui fut marquée par une intensification de l'exploitation et une résistance sourde des travailleurs, il est atteint depuis plusieurs mois par des vagues successives d'agitation et de revendication venant de la paysannerie, de la jeunesse scolarisée et de la classe ouvrière. Fait capital, dans cette conjoncture se dessine un courant révolutionnaire qui ne peut être réduit aux seules organisations de la nouvelle extrême-gauche mais s'exprime aussi par l'activité de militants syndicalistes et d'inorganisés. Ce courant s'est étendu largement ces derniers temps dans des secteurs nouveaux de la classe ouvrière, de la paysannerie et de la jeunesse sur la base d'un rejet de plus en plus net du mode de vivre et de travailler propre au système capitaliste. Il est sans doute multiforme et cloisonné, mais il manifeste un attachement croissant aux formes de la démocratie à la base.

Cette mutation du courant révolutionnaire dépassant peu à peu le stade de la contestation sans but ou de l'affirmation abstraite des principes révolutionnaires pour passer à de nouvelles formes de lutte anticapitaliste introduit un élément fondamentalement nouveau dans la vie politique française. Les groupes révolutionnaires que leur idéologie ou leurs structures préparent mal à cette nouvelle réalité sont eux-mêmes soumis à des tendances centrifuges considérables qu'ils ont de plus en plus de mal à maîtriser. Ils devront subir une mutation ou régresser au stade de petites sectes.

Pour sa part, le P.C.F. est menacé dans ses zones d'influence et confronté au risque de perdre son contrôle sur des secteurs décisifs de la classe ouvrière. C'est ce qui explique le tournant qui a pris fin avril - début mai en organisant une campagne systématique et violente qui présente le courant révolutionnaire comme l'ennemi principal des masses qu'il influence. Parti d'ordre, parti de gouvernement qui postule à la participation ministérielle, le P.C.F. ne peut tolérer que se crée à sa gauche une force politique non négligeable qui viendrait diminuer sa capacité de négociation avec la social-démocratie et certaines fractions de la bourgeoisie. C'est pourquoi l'offensive actuelle n'est pas passagère, c'est une entreprise contre-révolutionnaire qui vise par la terreur, les attaques physiques et la calomnie à faire plier les militants engagés dans les combats de pointe, qui cherche, en fait, à réintégrer la C.F.D.T. dans l'union des forces ouvrières et démocratiques et à diviser son aile marchante ainsi que le secteur entreprise du P.S.U. et les autres révolutionnaires implantés dans l'industrie. C'est dire la responsabilité de notre parti tout au cours de cette période. Il doit constituer le point d'appui principal de la résistance, organiser les contre-offensives politiques et s'opposer à la récupération par la traditionnelle unité de la gauche. C'est aussi son devoir de faire agir au sein même de la C.G.T. ceux qui n'acceptent pas les consignes du P.C.F. et veulent mettre en pratique la démocratie ouvrière. Aller dans une autre direction serait porter un coup au mouvement révolutionnaire dans son ensemble.

Il faut donc que notre parti sache montrer clairement aux travailleurs à quel point la politique du P.C.F. est préjudiciable à leur unité

de combat face au grand capital. L'établissement d'une guerre permanente contre les « gauchistes » c'est en effet diviser le front de classe contre le patronat et le gouvernement, c'est faciliter les manœuvres des jaunes de la C.F.T., des nervis S.A.C. ou C.D.R., c'est introduire une barrière idéologique artificielle entre des exploités qui subissent la même condition.

Il s'agit d'une lutte politique essentielle, mais qui ne peut être menée avec succès que si parallèlement progresse l'unité des révolutionnaires dans l'action de masse. Il faut pour cela que soient surmontés toutes les maladies infantiles, l'antisyndicalisme de principe, l'apolitisme anarchisant, les préoccupations individualistes confondant libération personnelle et libération sociale. Pour obtenir ce résultat, le parti doit aussi intervenir activement pour que les forces révolutionnaires se retrouvent autour d'un certain nombre de thèmes clés :

1. L'unité avec les travailleurs immigrés.
2. La lutte contre la hiérarchie et pour le contrôle ouvrier.
3. La lutte contre le développement inégal des régions et le droit à l'auto-organisation contre le pouvoir central capitaliste.
4. La lutte des paysans prolétarisés et paupérisés contre la propriété foncière oppressive, et pour l'organisation commune du travail de la terre (propriété collective du sol, répartition collective de la rente foncière, dépassement de la coopération capitaliste).
5. La lutte contre la tutelle des systèmes de formation capitalistes sur l'éducation et contre la ségrégation sociale qu'elle entraîne.
6. La lutte pour l'unité et la démocratie ouvrières dans le but de permettre aux travailleurs de s'affirmer dans la lutte.
7. La lutte contre toutes les discriminations et les contraintes particulières dont sont victimes les femmes dans les domaines juridique, professionnel et familial.
8. La lutte contre l'utilisation capitaliste du cadre de vie et contre l'oppression à laquelle elle donne lieu.
9. La lutte contre la dégradation des transports publics.
10. La lutte pour l'émancipation de la jeunesse.

Tous ces thèmes peuvent avoir une signification unifiante à partir du moment où ils sont débattus, approfondis, testés dans l'action et conçus comme appelant à la coordination de couches diverses face à un même adversaire de classe et face à tous ceux qui cherchent à esquiver les raisons fondamentales du malaise social.

C'est à partir de là que nous pouvons éclairer le problème du développement du mouvement politique de masse : convergence de mouvement de masse divers, par leurs points d'application concrets, par leurs modalités d'organisation, et passage à une cohésion progressive grâce à un projet politique commun de lutte politique contre l'Etat capitaliste pour une société libérée de l'exploitation et de l'oppression.

Dans une phase où la bourgeoisie soumet de plus en plus de couches sociales à son modèle d'organisation oppressif — celui de l'entreprise industrielle tournée vers le profit et l'élargissement du capital — il est par conséquent nécessaire qu'il soit débattu largement de la nature, de l'organisation et du mode d'activité du parti nouveau qui permettra au courant révolutionnaire de surmonter les conditionnements actuels et de s'affirmer victorieusement. □

Position Rhône-Alpes

Rapports avec le réformisme et politique vis à vis du PCF



1. L'illusion réformiste est largement répandue dans la classe ouvrière, et ceci depuis son origine. La façon dont il nous faut mener les luttes, pour entraîner les masses sur des bases révolutionnaires doit tenir compte de cette tendance spontanément trade-unioniste de la classe ouvrière, sous peine de n'être d'aucun poids décisif dans le mouvement réel des masses.

2. Mais le fait le plus grave aujourd'hui, c'est sûrement que la plus grosse partie de cette classe ait fait du réformisme sa propre stratégie, privant ainsi le mouvement ouvrier de toute perspective révolutionnaire.

Le verrouillage par le P.C. du mouvement syndical, orienté la plupart du temps vers l'économisme le plus strict, l'incapacité globale de la C.F.D.T. à dépasser l'actuelle crise du mouvement syndical, la faiblesse tant numérique que stratégique du courant révolutionnaire, font que pour les travailleurs une prise de conscience collective de la transformation radicale de la société capitaliste actuelle devient très difficile.

Et la tâche des militants révolutionnaires se situe à ce niveau : amener concrètement les travailleurs à se poser, au travers des luttes qu'ils mènent le problème du changement du système. C'est dire que le combat que l'on mène ne se situe pas simplement en négatif ou en creux par rapport à la domination capitaliste ;

Que le socialisme ne se déduit pas mécaniquement de la crise du capitalisme. Encore faut-il savoir tirer parti à son avantage des contradictions que

révèle l'adversaire de classe, ce que ne fait pas ou ne fait plus le P.C.F.

3. Cependant, le P.C.F. continue de se situer dans le camp anti-capitaliste, en raison notamment de son implantation et de son insertion dans les luttes sociales, même si sa stratégie est erronée et même si sa lutte conduit en réalité au renforcement de ses adversaires eux-mêmes.

Nous devons en tirer les conséquences au niveau stratégique ; et sur des points d'action précis et dans les moments où son attitude ne conduit pas à des exclusives vis-à-vis des militants révolutionnaires ou de rejet des luttes qu'il ne contrôle pas, il nous faut constituer avec lui un front de classe, ce que le Conseil National de Rouen a appelé front « unique » susceptible d'exploiter les contradictions du P.C. (et notamment entre sa volonté toute théorique d'un changement du système et sa pratique quotidienne d'aménagement de ce dit système : recherche de la paix sociale, force d'opposition tranquille et légale...) dans le but évidemment d'influencer les camarades aux « illusions réformistes » qui continuent de suivre, faute de véritable alternative révolutionnaire, les consignes des dirigeants du P.C.

Dans ces conditions, le mouvement politique de masse doit prendre un sens précis, celui du cheminement au sein de la classe ouvrière d'une stratégie qui tourne le dos au réformisme, qui amène les travailleurs à se poser, au travers des luttes qu'ils mènent, le problème du changement de système. Cela suppose que l'on fasse compren-

dre que le combat que l'on mène ne se situe pas simplement en négatif ou en creux par rapport à la domination capitaliste ; que le socialisme ne se déduit pas mécaniquement de la crise du capitalisme. Encore faut-il savoir tirer parti à son avantage des contradictions que révèle l'adversaire de classe, ce que ne fait pas ou ne fait plus le P.C.F., mais que ne font pas non plus certains groupes dits révolutionnaires qui procèdent au coup par coup sans jamais rechercher, faute d'analyse politique, la globalisation de la lutte.

POSITION NORMANDIE

Le poids de l'idéologie du parti communiste dans la classe ouvrière est considérable.

Dans notre travail d'explication politique, nous devons affirmer nos positions, le contrer et surtout dénoncer son caractère contre-révolutionnaire en faisant nos propres propositions.

Nous devons constamment mettre en contradiction le P.C.F. et la C.G.T. dans la lutte où ils jouent le rôle de frein.

Les travailleurs doivent pouvoir prendre conscience de la justesse des propositions des militants révolutionnaires.

Quant à nos rapports avec le P.C.F. nous estimons qu'il est possible et nécessaire de s'expliquer entre militant ouvrier sur les lieux de la production et hors de ceux-ci sur des problèmes de tactique uniquement.

Texte de synthèse

Transformation du Mouvement Ouvrier

1. La situation actuelle est caractérisée par une crise générale de l'ensemble des organisations du mouvement ouvrier, politiques ou syndicales.

Elles sont secouées par une crise profonde qui ne détermine pas une ligne de partage tranchée entre les unes et les autres.

La classe ouvrière recherche la forme d'expression correspondant à une nouvelle phase historique de son combat.

Ceci se traduit par une coupure entre la base et les appareils, la diversité des ripostes populaires aux formes d'oppression, la rupture avec les stratégies réformistes et révolutionnaires traditionnelles. La définition d'une nouvelle stratégie révolutionnaire correspondant à la situation actuelle fait l'objet de diverses propositions.

2. La tâche des militants révolutionnaires n'est pas de se poser en donneurs de leçon du haut d'un observatoire extérieur à la classe et aux organisations de masse. Elle est d'abord de travailler à la mise en mouvement de la combativité par les actions à la base, de favoriser l'avancée de la conscience de ce mouvement, d'assurer la fusion avec les militants syndicaux par une explication franche, intérieure aux organisations quand c'est possible, extérieure quand c'est nécessaire.

Le mouvement des masses, et notamment les grèves de la période actuelle, montrent l'urgence d'une trans-

formation du mouvement syndical qui doit donner désormais la priorité au développement et à la coordination des luttes, sur les négociations par ailleurs indispensables en tant qu'armistices provisoires.

3. Depuis 25 ans, la sclérose du P.C.F. et la dégénérescence de la social-démocratie ont provoqué le développement d'importants phénomènes de prise de conscience politique à l'intérieur du syndicalisme.

Dans cette conjoncture, nous avons deux objectifs à atteindre :

a) Amener ces militants politisés du mouvement syndical à former avec nous un grand parti révolutionnaire ;

b) Etablir un type de rapports nouveaux entre nous et les syndicats, basé sur la coordination des stratégies politiques et syndicales dans une perspective commune : le renversement du pouvoir de la bourgeoisie.

4. Pour atteindre de tels objectifs, il faut évidemment cesser d'opposer partis et syndicats comme s'il y avait contradictions antagonistes entre ces deux types d'organisation. Il faut concevoir le développement du Mouvement Ouvrier et Socialiste comme celui d'une totalité incluant partis et syndicats et savoir tirer les leçons de l'histoire pour ne pas bloquer les contradictions qui permettent à l'avant-garde politique de surgir de l'expérience des luttes ouvrières ; ce qui suppose que l'on renonce à toute théorie selon laquelle la

conscience socialiste ne pourrait qu'être apportée de l'extérieur aux ouvriers par des intellectuels.

INTENSIFIER NOTRE INTERVENTION DANS LES ORGANISATIONS DE MASSE

L'outil syndical n'est pas historiquement dépassé et représente la première forme d'organisation des travailleurs.

L'expérience prouve que l'immense majorité des travailleurs combattifs militent dans les organisations de masse, en particulier dans les syndicats ouvriers. Cela veut dire que les militants révolutionnaires doivent travailler au sein des mouvements de masse.

C'est-à-dire là où il y a des masses organisées et avec elles.

1. Certes, des actions nouvelles, non encore assumées ou mal assumées par les organisations de la classe ouvrière, peuvent nécessiter la création de comités divers et circonstanciels. Ces comités, souvent privilégiés par certains de nos camarades aux dépens des organismes plus traditionnels, peuvent jouer un rôle de prise de conscience populaire et d'animation non négligeable ; ils permettent enfin de mobiliser des éléments le plus souvent inorganisés.

En revanche, leur action reste presque toujours limitée dans le temps et leurs revendications ont un caractère très parcellaire. La politique globale des travailleurs s'effectue donc plus

facilement par le canal d'organisations de masse à caractère permanent et à objectifs plus larges.

2. D'autre part, tous les militants du P.S.U. engagés dans les organisations de masse connaissent les difficultés auxquelles not donné lieu leur création et leur développement. Ils n'en savent que mieux les obstacles, considérables, qui s'opposent à la mise sur pied d'organisations concurrentes.

3. C'est au sein des organisations de masse que les militants du P.S.U. ont pu trouver le mieux la justification politique de leurs options dans leur action sur la vie quotidienne : contact immédiat avec les masses dont les besoins sont ainsi mieux ressentis par les milieux politiques ; possibilité aussi d'influencer politiquement les masses en leur proposant nos analyses et nos solutions. C'est ce qui a toujours conduit notre parti à encourager le double militantisme (au P.S.U. et dans une organisation de masse).

Les mouvements de masse s'interrogent, depuis Mai 68, sur leurs méthodes et leurs finalités. Ils disposent d'un potentiel militant important pour les luttes à venir. La chance du P.S.U. se trouve dans la capacité qu'il aura à répondre de cette interrogation.

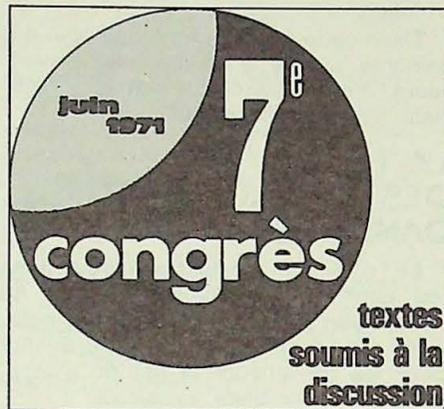
4. Le problème actuel est celui de l'action des militants révolutionnaires au sein des organisations syndicales. Elles doivent lutter contre les courants réformistes en veillant à ce que les

luttés et leurs résultats développent le niveau de conscience de classe des travailleurs et soient des paliers successifs dans une finalité révolutionnaire. Actuellement, à l'intérieur des syndicats se dessinent des tendances différentes. Les militants révolutionnaires présents dans une tendance se doivent de refuser la cristallisation de cette tendance en fraction organisée. Pour cela, ils doivent lutter pour le développement des démocraties syndicales et ouvrières qui permettent d'éviter les débats limités à différents appareils.

La prise de responsabilité syndicale de militants révolutionnaires doit être subordonnée à un soutien actif des travailleurs, afin d'éviter leur isolement.

Dans le cas où ils perdraient ce soutien, ils doivent tout naturellement démissionner de leurs fonctions syndicales.

Loin d'isoler ses adhérents à l'intérieur d'organisations à créer par esprit de système ou de méfiance, loin de diluer leur action dans des interventions fragmentaires ou dans des comités circonstanciels, le P.S.U. doit faire de ses membres des militants toujours plus actifs des mouvements de masse existants.



Texte majoritaire A.O.P. Région parisienne

La question syndicale se pose au regard d'une stratégie qui tend à promouvoir l'**auto-organisation de l'ensemble des travailleurs**, pour qu'ils assurent leur rôle politique : celui d'une classe qui doit s'affirmer comme sujet indépendant du processus révolutionnaire et postuler au pouvoir ainsi qu'à la direction de la société. Ceci se traduit en période de crise révolutionnaire par une organisation autonome de la classe dépassant la traditionnelle opposition parti-syndicat, et constituant l'armature du nouveau pouvoir. Cette restructuration des formes d'organisation traditionnelles du mouvement ouvrier (exemple des conseils d'usine) n'est possible qu'en période de montée révolutionnaire et d'affrontement massif avec le patronat et l'Etat.

La question de savoir si les militants révolutionnaires doivent militer dans les syndicats a été posée au cours des derniers débats du Parti. C'est là une question extrêmement importante, et sur laquelle le Parti doit apporter une réponse claire lors de son prochain congrès.

Mais le vrai problème est moins de savoir s'il faut être présent dans les syndicats, il est de **savoir qu'y faire**. Il est urgent, aujourd'hui, de préciser ce que doit être notre stratégie dans les entreprises, stratégie dont l'intervention dans les syndicats est l'un des aspects.

Si la question se pose ainsi, c'est que depuis Mai 68, la critique des stratégies syndicales (essentiellement celle de la C.G.T.) — prolongement de la critique des stratégies réformistes des forces politiques traditionnelles — est à l'ordre du jour pour le mouvement révolutionnaire. Il est évident qu'en particulier la stratégie du P.C. dans la conduite des luttes, telle qu'elle se manifeste dans les entreprises par l'intermédiaire de la C.G.T. (encore qu'à un moindre degré, les ambiguïtés de la C.F.D.T. et son suivisme à l'égard de la C.G.T. joue souvent un rôle analogue), se traduit objectivement par une volonté de **freiner les luttes les**

plus dures, c'est-à-dire s'orientant vers un affrontement de type politique. Ce qui se traduit par :

— Un cloisonnement des conflits au niveau catégoriel ou local ;

— Leur limitation à des revendications pouvant être admises par le système.

Ainsi, le débouché voulu des luttes est une négociation entre syndicats et patronat sous l'arbitrage de l'Etat. Les luttes restent enfermées au seul niveau économique, car tout débouché politique signifierait en fait dans la situation présente la mise en cause des conceptions des états-majors syndicaux et la fin des stratégies politiques qui les guident (aussi bien stratégie d'alternative démocratique du P.C.F. que l'espoir d'unité de la gauche pour une partie de la C.F.D.T.).

Mais le problème est de savoir si, **dans la période présente, le syndicalisme est réductible aux stratégies des états majors syndicaux**. Ce qui pourrait signifier que les syndicaux sont intégrés à la société bourgeoise, qu'ils sont des appareils de cette société ayant pour fonction de faire accepter aux travailleurs la logique capitaliste.

En fait, s'il faut souligner que dans les conditions actuelles les syndicats sont soumis à une tendance à l'intégration, il est fondamental de comprendre que **tendance à l'intégration ne veut pas dire que cette intégration est déjà effective**. (Cette tendance à l'intégration se manifeste de façon différenciée selon les secteurs. Ainsi, dans le secteur public (E.D.F., par exemple), l'intégration des syndicats est plus poussée qu'ailleurs, car le syndicat tend à se poser en gestionnaire des intérêts des travailleurs.)

Confondre ces deux choses reviendrait à ne pas comprendre qu'au sein des syndicats se livre une lutte idéologique dont l'enjeu est de savoir qui, de l'idéologie bourgeoise ou de l'idéologie prolétarienne, aura l'hégémonie sur la classe ouvrière. La bataille qui s'est livrée autour de la politique des

« contrats de progrès » n'est qu'une des manifestations de cette lutte.

On peut donc s'interroger pour savoir si le retrait des militants révolutionnaires des organisations syndicales ne serait pas en fait une décision liquidatrice qui reviendrait à déserrer un terrain fondamental de la lutte des classes dans la société actuelle. Car, incontestablement soumise à des pressions intégratistes très fortes (politique contractuelle du pouvoir, « participation », etc.), les centrales syndicales n'en restent pas moins contraintes, du fait même des contradictions profondes du système capitaliste, de s'opposer à une intégration globale des travailleurs.

Ce qui est en cause à l'étape actuelle, ce n'est pas une prétendue intégration des syndicats à l'appareil bourgeois, c'est le fait que **les stratégies réformistes qu'ils mettent en avant ne sont pas en mesure de donner au prolétariat les moyens de renverser ce système** et risquent effectivement de les conduire à terme à l'intégration pure et simple.

En l'absence d'un pôle révolutionnaire crédible, il est clair que les militants révolutionnaires qui sont à l'intérieur des syndicats ne sont pas en mesure de proposer une alternative stratégique : de ce point de vue, la perspective de noyaux d'avant-garde ayant vocation à assurer la direction des syndicats est parfaitement illusoire. Le rôle des révolutionnaires est non seulement de mener la lutte idéologique à l'extérieur et à l'intérieur des syndicats contre cette tendance à l'intégration mais aussi d'impulser une **pratique syndicale** qui entre en contradiction avec les stratégies syndicales officielles et permettent à la masse des travailleurs de prendre conscience concrètement des divergences de fond qui divisent le mouvement ouvrier.

Les assemblées de personnel (de syndiqués et non syndiqués) devraient permettre l'expression de tous les travailleurs, pour qu'ils décident de la

La question syndicale

nature et de la forme des luttes à mener.

Si ces assemblées ne sont pas démocratiquement préparées, elles conduisent à des manipulations. Une série de conditions favorisent la préparation démocratique de ces assemblées qui doivent unir les travailleurs, divisés par le patronat :

— Diffusion de l'information nécessaire à la prise de décisions ;

— Réunions dans chaque unité de travail (atelier ou service...);

— Ensuite, assemblée au plan de l'entreprise de ces délégués qui s'exprimeraient au nom de tous les travailleurs de leur atelier ou service ;

— Une combativité importante autour d'objectifs qui les mobilisent à des moments donnés (exemple : l'installation de l'électronique aux Chèques postaux).

La préparation de telles assemblées n'est pas un objectif qu'il est possible d'attendre, dans toutes ses qualités, aujourd'hui, dans la plupart des entreprises (opposition des syndicats, arbitraire patronal, conditionnement des travailleurs). Elle constitue une perspective préfigurant la société socialiste à construire. Les militants révolutionnaires doivent tendre de façon générale à concrétiser cette perspective tout en reconnaissant l'avancement inégal de la situation selon les entreprises. Au cours des périodes de luttes, il faut tendre à ce que ces assemblées posent le problème du pouvoir, réalisant la fusion de la lutte politique et économique et soient ainsi des manifestations de l'autonomie prolétarienne.

Ainsi, les luttes et la mise en pratique de la démocratie prolétarienne permettront aux travailleurs de prendre conscience de divergences de fond entre réformistes et révolutionnaires. Alors, les travailleurs comprendront la nécessité de prendre en main leurs problèmes dont la solution réside dans la prise du pouvoir par la classe ouvrière. Le regroupement de ces travailleurs devient à ce stade de prise de conscience une partie du problème du regroupement des révolutionnaires.

On comprend par là que le problème du militantisme des révolutionnaires dans les organisations syndicales est un problème distinct de celui des militants révolutionnaires dans les entreprises.

En effet, en dehors d'une situation de lutte intense, des structures de type « comité de lutte » ou « comité de base » ne peuvent prétendre regrouper l'ensemble des travailleurs : dès que les luttes retombent, ces structures cessent d'être les structures d'organisation de la classe dans son ensemble et deviennent le lieu de rencontre des travailleurs les plus conscients, des travailleurs révolutionnaires, qu'ils soient par ailleurs membres d'une organisation ou non. C'est pourquoi, en dehors d'une période pré-révolutionnaire de montée généralisée des luttes au niveau national, ces structures ne peuvent prétendre se présenter aux travailleurs comme une alternative organisationnelle aux syndicats.

Le contraire ne pourrait signifier qu'une chose dans une période où il n'y a pas montée généralisée des luttes : qu'on se situe dans une perspective de constitution d'un syndicat rouge, orientation dont chacun reconnaît le caractère utopique.

Certes, l'action unitaire des révolutionnaires au niveau de l'entreprise est nécessaire et, même si elle a besoin, parallèlement, d'initiatives politiques centrales des organisations elles-mêmes, elle peut être un moment décisif dans le rapprochement des révolutionnaires vers la création du Parti révolutionnaire. C'est pourquoi le regroupement des révolutionnaires au

niveau de l'entreprise, premier pas et moment vers leur organisation commune, est un problème fondamental.

Mais ce problème n'épuise pas celui de l'intervention des révolutionnaires dans les syndicats. Il serait peu sérieux d'escamoter un de ces deux problèmes au profit de l'autre ; car, même s'ils se conditionnent mutuellement, ils sont distincts et nécessitent chacun une analyse spécifique et une réponse adéquate.

L'OUTIL SYNDICAL N'EST PAS HISTORIQUEMENT DÉPASSÉ

Dans la période présente, le syndicat reste l'outil indispensable des travailleurs dans leur « lutte quotidienne contre les empiétements permanents du capital » pour la défense du prix de leur force de travail et il ne peut en être qu'ainsi tant que la question du pouvoir n'est pas explicitement posée par la masse des travailleurs.

Il est du devoir des militants révolutionnaires de prendre la place qui est la leur dans cette lutte quotidienne :

— Lutte strictement économique sur les salaires ;

— Lutte sur les conditions de travail ;

— Lutte contre l'arbitraire patronal, défense des avantages acquis ;

— Lutte pour le droit d'expression dans l'entreprise (pourquoi les révolutionnaires devraient-ils négliger les moyens d'expression qu'offrent la possibilité de distribuer des tracts ou de prendre la parole à l'intérieur de l'entreprise, les panneaux d'affichage, la liberté de circuler à l'intérieur de l'entreprise, etc.).

Mais s'ils doivent militer dans les syndicats, ce n'est pas seulement parce que les révolutionnaires constituent « la fraction la plus résolue » des travailleurs, c'est aussi que les syndicats représentent encore la première forme d'organisation des travailleurs.

De ce point de vue, il serait parfaitement illusoire de penser que, parce que les syndicats ne regroupent qu'une minorité de travailleurs, ils sont historiquement dépassés.

Ainsi, dans les grandes entreprises de la métallurgie parisienne ou des Chèques postaux, le nombre de syndiqués varie entre 15 et 30 % environ des travailleurs. Les différences sont grandes selon qu'il s'agit d'un milieu masculin ou féminin ou bien de travailleurs immigrés. Le développement de la politique de recrutement de personnel temporaire (société d'intérim) est aussi la cause de la faible part de syndiqués dans certaines branches.

En fait, l'audience des syndicats auprès de travailleurs ne se réduit pas au nombre de cartes qu'ils représentent (cf. élections professionnelles). C'est ce qui explique comment sont bien souvent reçues les attaques anti-syndicales même par les travailleurs qui ne sont eux-mêmes pas syndiqués. D'autre part, le fait syndical ne se caractérise pas seulement par le nombre de travailleurs qu'il regroupe, mais par le fait qu'il s'agit alors de travailleurs organisés ; même s'il s'agit d'une minorité, ces travailleurs sont la fraction organisée de la classe, et le devoir des révolutionnaires est d'agir dans et sur cette fraction organisée.

Il est clair que, si un certain nombre de travailleurs refusent de se syndiquer à partir d'une critique de gauche des organisations syndicales, tel n'est pas le cas de la masse des travailleurs non syndiqués sur lesquels pèse le poids de l'idéologie dominante.

Or, contre cette idéologie dominante, le syndicalisme représente une première forme d'organisation de la classe

très inégale et elle est évidemment inadaptée à l'étape actuelle dans la lutte quotidienne des travailleurs. Lorsque les travailleurs s'organisent sur une base syndicale, ils ont déjà fait un pas important qui les amène :

— A affirmer leur force collective face au patronat ;

— A faire leur un certain nombre de valeurs prolétariennes face aux mystifications bourgeoises (effort collectif et solidarité face à l'individualisme, refus de la passivité et organisation face à l'atomisation imposée par l'organisation capitaliste de la société, etc.) ;

— A comprendre la nécessité d'unifier les luttes, d'affirmer une solidarité de l'ensemble de la classe.

Cette prise de conscience peut être très sinégale et elle est évidemment insuffisante, mais les révolutionnaires ne peuvent négliger ce qu'elle représente. Ils doivent au contraire travailler à l'étendre aux plus larges masses et travailler à lui donner un débouché révolutionnaire.

Dans cette lutte contre l'idéologie dominante, contre la division des travailleurs, l'outil syndical, même insuffisant, reste fondamental.

LA TACHE DES RÉVOLUTIONNAIRES DANS LES SYNDICATS

Le rôle des révolutionnaires dans les organisations syndicales est de donner son plein développement à cette prise de conscience que représente pour les travailleurs le fait de s'organiser sur une base syndicale :

— En impulsant des formes de luttes qui rompent avec des actions traditionnelles des états-majors et qui ne situent pas ces luttes dans la seule perspective de future négociation avec le patronat et l'Etat, même si une telle négociation est inévitable dans la période actuelle ;

— En imposant aux bureaucraties syndicales des formes de décision collective qui amènent à l'exercice permanent de la démocratie prolétarienne de masse.

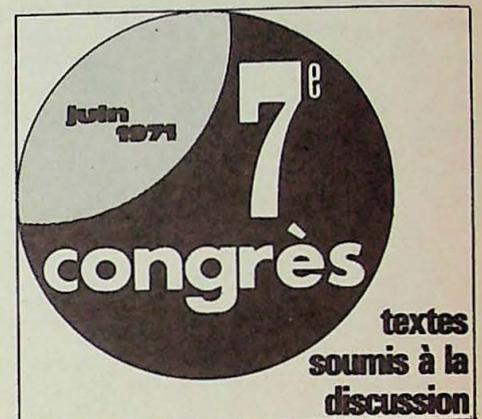
Enfin, à partir de leur pratique syndicale, les militants doivent se donner les moyens de poser devant les travailleurs l'alternative entre réformisme et révolution. Il ne s'agit pas alors de mener des débats abstraits et d'entamer des querelles de chapelle, mais concrètement, à partir des luttes présentes, de montrer aux travailleurs que le réformisme des organisations syndicales n'est pas en mesure de faire triompher la lutte de classe, que l'alternative révolutionnaire autour de l'axe du contrôle ouvrier est seule capable de répondre aux potentialités réelles de la situation historique.

Il est possible que dans certaines entreprises de pointe où des luttes très dures se déroulent, cette stratégie révolutionnaire puisse faire l'économie de l'intervention dans les syndicats. Mais nous ne pensons pas que ce soit là l'aspect principal de la période actuelle qui nécessite au contraire que les militants révolutionnaires soient largement présents dans les organisations syndicales.

Midi-Pyrénées

Au cours de la rédaction, nous n'avons pas retrouvé au secrétariat le texte qui était présenté par « Midi-Pyrénées », mais qui n'était pas accepté par les délégués de la R.P. n'étant pas mandaté sur ce point-là.

Nous pouvons, par contre, en rappeler l'essentiel : « Tenant compte de la tendance à l'intégration des syndicats si ceux-ci sont intégrés, il est nécessaire de refaire un outil syndical. »



La question syndicale

La classe ouvrière dans sa lutte pour son autonomisation, condition objective de toute perspective révolutionnaire, ne donne pas des types d'organisation une fois pour toutes, mais suivant les périodes historiques, l'état de développement du capitalisme et le niveau de conscience des masses, elle se donne l'organisation la plus efficace et la plus capable d'assurer son autonomisation.

Ainsi, au XIX^e siècle, les anciennes associations de travailleurs (compagnons) n'ont pas été reprises à leur compte par les militants les plus combattifs (elle correspondaient à une organisation précapitaliste du travail). Les syndicats créés à ce moment et qui ont reçu l'adhésion progressive des masses ont eu un rôle de luttes offensives sur des bases autonomes : l'organisation de la vente collective de la force de travail est antagonique avec le capital (la plus-value se prélevant principalement sur la réduction du prix de la force de travail dans un capitalisme de concurrence).

Le passage au capitalisme monopoliste pose le problème de la fonction du syndicat et de sa validité comme organisation autonome de lutte. Un déplacement des contradictions se produit et l'antagonisme se situe plus entre l'organisation mise en place par le capital et tout ce qui tend à sortir du cadre de cette organisation : la fonction première des syndicats étant l'organisation de la vente collective de la force de travail, n'a plus de fonction antagonique au capital dans le capitalisme monopoliste qui a de plus en plus besoin de s'assurer la collaboration de l'organisation du travail : l'institution syndicale a tendance, de par la volonté de la bourgeoisie, à devenir une institution du système (au sens de la perpétuation des rapports économiques et sociaux).

2. Face à cette évolution objective de la fonction syndicale dans le cadre du capitalisme monopoliste, quelle est la réponse des centrales ?

Il est évident que toute analyse ne peut se faire qu'au niveau de la tendance générale et ne concerne ni toutes dans générale et ne concerne ni toutes les sections syndicales ni, a fortiori, tous les syndiqués.

La pratique syndicale consiste le plus souvent :

- A respecter la légalité au lieu de la briser ;
- A négocier plutôt que de prendre ;
- A diviser les revendications des secteurs en lutte au lieu d'unir ;
- A monnayer l'insalubrité et l'accroissement des cadences.

La lutte est le plus souvent un moyen de pression pour mieux négocier : débrayages de quelques heures ou de 24 heures.

Le fonctionnement des syndicats reflète cette politique : organisation bureaucratique reposant sur quelques-uns, rôle des permanents, cloisonnement des diverses sections d'une entreprise, rôle d'assistante sociale qu'ont souvent les délégués, syndicalisation souvent faible (chaînes, certaines grosses entreprises, etc.).

L'institution syndicale a donc tendance à planifier et à canaliser la lutte et sert ainsi de digue pour le patron qui cherche principalement à éviter les grèves surprises qui paralysent un appareil de production de plus en plus interdépendant et préfère accorder des avantages salariaux qui permettent par ailleurs une augmentation de la demande.

En conclusion, si les syndicats ne représentent plus un outil ayant un rôle positif dans l'autonomisation de la

classe ouvrière, et ne sont plus un lieu de l'offensive prolétarienne, c'est pour deux raisons :

— Ils n'assurent plus que très mal la défense économique des travailleurs (ex. : contrats de progrès) et aident la bourgeoisie à maintenir, voire développer, la productivité ;

— Leur insertion, leur organisation, leur fonctionnement, les revendications qu'ils posent respectent intégralement l'organisation capitaliste du travail : ils veulent syndiquer tout le monde, du manœuvre au cadre supérieur, ils respectent la hiérarchie et l'idéologie de l'avancement et de la promotion individuelle, ils s'opposent aux formes d'action illégales...

Les syndicats s'opposent à ce que les travailleurs mettent en avant autre chose que les actions et les luttes traditionnelles.

Mais tout ceci ne doit pas masquer que du fait même de leur rôle, une lutte de classe se déroule dans le mouvement syndical. D'ailleurs, le mouvement syndical ne réagit pas de façon homogène car sa fonction exige qu'il ait des racines dans la classe et ne puisse être insensible aux poussées de la classe. Si, à la C.G.T., l'ensemble est relativement bien en mains, sauf quelques exceptions, s'affrontent dans la C.F.D.T. des positions de lutte de classe et de collaboration de classe. Une partie du courant de gauche est sur des positions syndicalistes préévolutionnaires, mais les risques de récupération et les illusions de transformation progressive de la C.F.D.T. sont à craindre. Les syndicats s'opposent souvent à l'exercice de la démocratie prolétarienne (votes à bulletins secrets, comités de grèves intersyndicaux), freinent l'emploi de formes de luttes dures ou se contentent de leur chercher des excuses (C.F.D.T.), s'opposent au contenu révolutionnaire des luttes : c'est assez évident pour la C.G.T., mais la C.F.D.T., si par exemple elle remet en cause la hiérarchie des salaires, ne remet pas en cause dans la pratique la hiérarchie elle-même et son fondement : la division du travail manuel et intellectuel. La C.F.D.T. s'appuie le plus souvent sur l'aspiration des travailleurs à une société nouvelle, mais la détourne (justice, licenciements « abusifs », idéologie du passage pacifique au socialisme).

Il faut donc bien voir qu'au niveau de la tendance générale les centrales syndicales sont devenues complices de la volonté d'intégration de la bourgeoisie, même si le degré de complicité peut différer. Par ailleurs, il faut être conscient que leur nombre de travailleurs combattifs (jeunes, immigrés) ne sont pas syndiqués et ne tiennent pas à le faire...

Mais il faut bien voir aussi que les dirigeants syndicaux préparent une riposte : récupération des travailleurs combattifs mais peu formés, déclarations de Séguy au congrès de la métallurgie C.G.T., contacts C.G.T.-C.F.D.T. L'unité syndicale au sommet est une éventualité pour court-circuiter les militants actifs de la C.F.D.T. dans le cadre du développement des luttes (cf. Italie).

3. Le problème se pose alors de savoir quelle attitude les militants révolutionnaires doivent avoir par rapport à la question syndicale. Il est bien évident qu'il faut avoir une attitude diversifiée tenant compte de l'entreprise et de ses traditions de lutte, mais en relation étroite avec notre objectif stratégique : l'affirmation politique autonome de la classe ouvrière.

Dans ce but, il convient, à l'étape actuelle du développement des luttes, de commencer à regrouper de façon

permanente et sur une base de masse les travailleurs les plus combattifs et les plus conscients de l'usine, qu'ils soient syndiqués ou non, dans des structures capables de capitaliser et d'impulser des luttes, de garantir l'exercice de la démocratie prolétarienne de masse, de s'effacer dans les périodes de luttes intenses devant les formes que prend alors cette démocratie prolétarienne A.G. décisionnelles des travailleurs en lutte, délégués élus révocables.

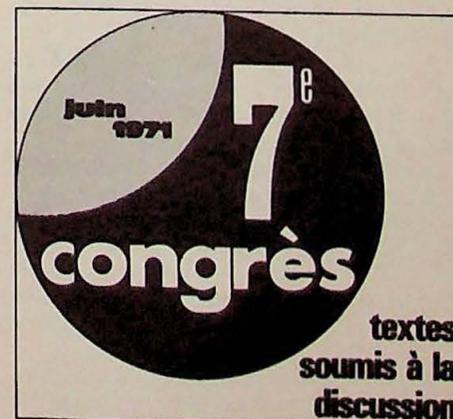
La question des formes précises de ces regroupements et de leur permanence n'est pas encore complètement tranchée. Ces regroupements peuvent être des sections syndicales, des regroupements dans des comités de lutte ou toute autre forme (ceci n'étant pas obligatoirement dans une section syndicale). De la même façon, il peut être prioritaire sur un plan tactique de militer dans les syndicats (très forte répression : Citroën, petites entreprises paternalistes sans tradition de lutte, entreprise de secteurs en déclin).

Cette conception tenant compte de la situation concrète de chaque entreprise mais basée sur l'évolution stratégique irréversible de l'institution syndicale, sur le fait que l'institution syndicale est dépassée en tant que lieu de l'offensive prolétarienne s'oppose :

— A une conception qui suppose possible le redressement des syndicats ou à une conception d'outil syndical qui permet d'esquisser l'analyse de leur évolution stratégique : un outil n'est pas neutre et il ne suffit pas de s'emparer de l'outil syndical et de bien l'utiliser ;

— A la conception de la ligne qui ne peut déboucher que sur la courroie de transmission et le fait qu'il n'y a que le parti et les syndicats alors qu'il y a les masses, les organisations politiques de masse et l'avant-garde ;

— A une conception gauchiste qui voudrait la destruction des syndicats **tout de suite**. Lutter contre les syndicats, ce n'est pas le dénoncer abstraitement, mais développer des formes de lutte différentes : ce n'est que dans la lutte qu'une masse de plus en plus grande de travailleurs se détachera de l'idéologie syndicaliste. Cela ne veut pas dire qu'ils disparaîtront : les syndicats ont des bases objectives (poids de l'idéologie bourgeoise, présence au moins en partie dans la classe). Par contre, il est clair que l'affirmation autonome du prolétariat se manifesterait par la perte d'influence des appareils syndicaux sur une partie grandissante de la classe.



Texte minoritaire de l'A.O.P. Région Parisienne

Autonomie prolétarienne

Depuis Mai, on constate la réapparition de nouvelles formes de luttes. Elles sont marquées par les faits suivants :

— L'ensemble des travailleurs prend de plus en plus les luttes en main ;

— Ils emploient des formes d'actions légitimes du point de vue des travailleurs, mais illégales pour le patronat, l'Etat et parfois même des syndicats (occupations, séquestrations, coulage des cadences) ;

— Le contenu de ces luttes est riche de signification : luttes contre les avertissements, les licenciements, les cadences, la hiérarchie.

La démocratie prolétarienne de masse préfigure la dictature du prolétariat :

— Les travailleurs aspirent souvent inconsciemment à une société égalitaire où il n'y aurait plus de division entre celui qui dirige et ceux qui exécutent, où l'on travaillerait de façon créatrice ;

— Les travailleurs rompent la division artificielle entretenue par la bourgeoisie entre l'usine et l'extérieur ;

— Développement des luttes dans les secteurs quasi prolétariens (grands magasins, Chèques postaux) ;

— Séries de luttes dans les petites entreprises (séquestrations Fougères) ;

— La paix sociale (contrats de progrès) a touché avec un succès provisoire seulement quelques secteurs spécifiques : E.D.F., S.N.C.F. (l'Etat-patron a tout fait pour obtenir ces accords vu l'importance stratégique de ces secteurs). Cela lui a été rendu possible par la forte présence de l'aristocratie ouvrière.

La circulation diffuse de ces idées se fait dans l'ensemble de la classe ouvrière. Ces actions n'ont encore lieu que dans un petit nombre d'entreprises, mais elles servent d'exemple. On constate un développement important des luttes autonomes, auto-organisations : luttes contre l'intensification du travail et contre la liquidation de certains secteurs (certaines luttes des mines et du textile). Elles empêchent l'instauration de la paix sociale tant recherchée par le patronat et parfois même par les syndicats.

Il y a une grande déperdition du mouvement qui a du mal à étendre la lutte soit à l'ensemble d'un trust, soit à l'ensemble d'une région, à mettre en œuvre un programme unifiant luttes de survie et luttes de secteurs de pointe.

Le mouvement de masse ne pose pas encore consciemment le problème de la prise du pouvoir.

L'autonomisation de la classe ouvrière, qui est notre objectif stratégique, se situe en fait à deux niveaux :

1. Le **premier niveau** correspond à des luttes dans lesquelles, comme nous venons de le voir, la classe ouvrière romps avec ses habitudes réformistes quant au contenu et à la forme de la lutte et tend à mettre en cause les types d'organisation intégrés au système, se pose le problème d'organisations de masse d'un type nouveau : c'est le stade de l'**autonomie de lutte**. Dans les périodes de lutte intense, ce niveau se manifeste dans les formes de la démocratie prolétarienne de masse : Assemblées générales, délégués élus révocables, etc. Au sujet des assemblées générales, il convient de préciser que ces A.G. ne sauraient être des réunions d'information, mais des lieux de décisions collectives des travailleurs en lutte. Il convient donc de se donner les moyens pour que ces A.G. soient préparées à la base, dans les ateliers et les secteurs, sur des ordres du jour précis afin que les décisions soient réellement collectives.

Le mouvement des délégués en Italie représente une tentative de solution à ce mode d'organisation, mais la récupération actuelle par les organisations syndicales montre que ce mouvement n'est pas suffisant en lui-même. Il apparaît donc que dans les conditions actuelles, un tel mouvement ne doit pas être maintenu à l'issue des périodes de lutte intenses.

A l'issue des périodes de lutte intenses, il apparaît que ces assemblées générales ne gardent pas à l'heure actuelle de permanence. Il convient de regrouper les travailleurs combattifs (ceux qui sont apparus comme les plus révoltés dans la lutte et les travailleurs conscients (qui ont souvent une expérience qu'ils ont pu acquérir par exemple dans les syndicats), qu'ils soient syndiqués ou non : c'est donc le rassemblement d'une gauche ouvrière

dans des structures qui peuvent être diverses (comités de lutte, comités de base, et, le cas échéant, structure syndicale gauchiste...) et dans lesquelles se fera le passage de la révolte individuelle à la prise de conscience politique.

Cette gauche ouvrière a comme tâche principale de capitaliser et d'impulser les luttes, de faire des propositions à l'ensemble des travailleurs, de garantir l'exercice de la démocratie prolétarienne de masse, de s'effacer dans les nouvelles périodes de lutte intense devant les formes que prend alors la démocratie prolétarienne de masse.

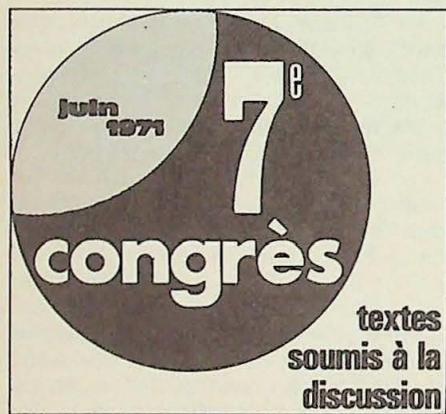
Il est évident que ce regroupement doit se faire sur une base de masse et ne concerne pas uniquement les militants révolutionnaires, mais tous les travailleurs qui, dans la lutte, ont rompu avec le réformisme, le révisionnisme et la capitulation.

2. Le **second niveau** correspond au stade où la question de la prise du pouvoir est posée ; c'est le stade de l'**autonomie prolétarienne**, l'apparition de l'avant-garde politique.

C'est la capacité d'auto-organiser la lutte, de poser la question de la prise du pouvoir, de lutter pour l'émancipation de l'ensemble des couches populaires d'être internationaliste.

Ce niveau n'apparaît qu'implicitement, à l'heure actuelle : la légitimité des travailleurs qui s'oppose à la légalité bourgeoise, c'est l'annonce de l'affrontement avec le pouvoir ; le contenu implicite de nombreuses luttes montre l'aspiration à une société différente, la solidarité ouvriers-paysans à Entremont ou aux Batignolles, c'est l'alliance de classe qui commence à se nouer.

L'autonomie prolétarienne n'a pas sa forme adéquate : le Parti révolutionnaire. Il n'existe actuellement que des éléments dispersés, des mouvements petits-bourgeois et des groupes d'extrême-gauche. La construction du parti révolutionnaire, donc l'apparition d'une avant-garde par l'autonomie prolétarienne, passe tout d'abord par l'extension de la gauche ouvrière, de l'autonomie de lutte. Nous ne sommes pas encore au stade de la construction effective de parti révolutionnaire, à très court terme.



INTRODUCTION

Se poser aujourd'hui, le problème de la prise de pouvoir et de la Société à construire n'est pas une élucubration d'intellectuels, ce sont les travailleurs qui, dans leurs luttes, et devant les problèmes de débouchés et de coordination auxquels ils sont confrontés, posent les questions centrales :

— Où aller ?

— Comment y aller ?

Quand les travailleurs sont en lutte, ils se posent le problème de savoir où cela mène et s'il va falloir recommencer souvent. Il existe une volonté que cela change, qu'on ne leur refasse pas le coup de MAI 68 (repandre le travail sans que l'exploitation qu'ils subissent, sans que l'organisation du travail change).

Il existe une perception de plus en plus développée à partir des luttes les plus dures, que l'organisation du travail capitaliste doit changer.

Même là où les luttes connaissent une certaine pause, des travailleurs se posent le problème de la récupération par le capitalisme (coût de la vie, cadences, etc.) des avantages qu'ils ont pu obtenir et prennent conscience qu'il faut dépasser les revendications économistes.

Il s'agit dès aujourd'hui de se donner les moyens concrets de répondre à ces questions, de préfigurer dès

maintenant dans la lutte, dans son organisation, dans son contenu, les grands axes de la société à construire, les moyens de la prise de pouvoir.

Le prolétariat doit prendre conscience que la classe dirigeante possède les richesses fournies par les moyens de production, et que les forces productives n'en reçoivent que des miettes. Toute lutte qui momentanément favorise la prise des moyens de production (grève avec occupation d'usine) et entraîne la privation momentanée des richesses à ceux qui les détiennent, doit avoir un prolongement politique qui démontrera que ceux qui produisent peuvent devenir les propriétaires des moyens de production donc décider de la répartition des richesses. A ce moment là naîtra vraiment la motivation de la prise du pouvoir.

La situation concrète des pays capitalistes avancés, des métropoles impérialistes comme la France (développement considérable des forces productives, existence d'une accumulation du capital, d'une infrastructure économique développée d'un prolétariat très nombreux, etc.) implique à ne pas répéter mot à mot ce que Marx, Lénine, et Mao Tsé Toung ont dit et pratiqué dans les situations concrètes auxquelles ils étaient confrontés.

Il ne s'agit pas pour autant de considérer les apports théoriques et pra-

tiques de Marx, Lénine et Mao Tsé Toung comme négligeables et de vouloir inventer autre chose : c'est un acquis considérable du mouvement ouvrier. Mais aujourd'hui c'est un nouveau développement du marxisme en relation permanente avec la situation qui permettra de dégager la théorie révolutionnaire dans les pays capitalistes avancés.

Nous ne prétendons pas le faire nous-mêmes, ni qu'il soit possible de le faire en 1971 : c'est par une confrontation permanente des acquis théoriques et de la pratique révolutionnaire que cette théorie sera élaborée. Mais il est d'ores et déjà possible et nécessaire, à partir de la pratique concrète des luttes, de poser un certain nombre de jalons et d'en tirer des conclusions pour notre pratique révolutionnaire.

LA PRISE DU POUVOIR

Cette question se résume à savoir :

— Qui prend le pouvoir ?

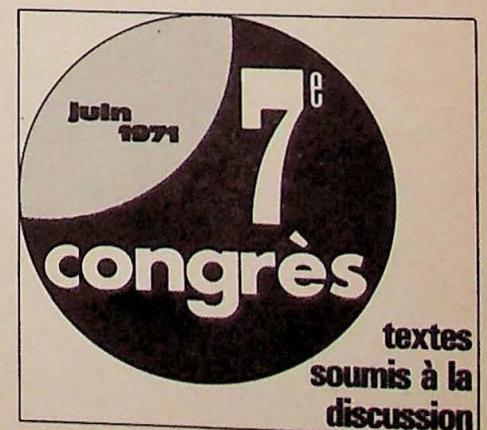
— Pour quoi faire ?

— Comment ?

Ce qu'il ne faut toutefois pas oublier, c'est que cette question est une question qui est posée actuellement par la nature même des luttes qui apparaissent dans les pays capitalistes avancés. Il est un fait que, de plus en

Texte A.O.P. Région Parisienne - Région Provence

Prise du pouvoir



plus les luttes menées par les travailleurs, ne ressemblent plus par leurs objectifs aux luttes traditionnellement défensives. Bien que cela n'apparaisse pas toujours clairement aux yeux des travailleurs la pratique récente des luttes de masse internes et externes aux lieux de production démontre qu'il n'est plus possible d'enfermer lutte économique et lutte politique sur des terrains strictement limités.

Malgré la politique de participation d'intéressement, de contrat de progrès, l'offensive du capitalisme d'intégration du mouvement ouvrier ne connaît que des succès limités. Partout des travailleurs refusent cette intégration, ils s'organisent et mènent des luttes, non plus pour obtenir quelques miettes dont ils savent que le système leur récupérerait rapidement, mais mettent en cause directement les fondements de l'exploitation capitaliste, les cadences, la hiérarchie, en un mot l'organisation du travail.

Beaucoup de travailleurs sont conscients que l'organisation capitaliste du travail réprime leur faculté de création. D'une part, il sentent qu'ils sont capables de faire autre chose que ce qu'on leur impose à l'intérieur de l'entreprise. D'autre part, ils découvrent de plus en plus clairement que leur expérience collective leur donne la capacité de faire marcher la machine de production tout seuls et en fonction de leurs aspirations. Le problème du débouché des luttes actuelles pose clairement celui de la prise du pouvoir. Mais est-ce que cela se fera :

— à l'occasion d'élections comme le préconise le P.C.F. ;

— sous forme de putsch militaire ;
— à partir d'une grève générale ;
— sous forme d'une insurrection armée.

a) une perspective claire est proposée par le Parti Communiste Français, celle du rassemblement des forces antimonomopolistes pour la réalisation par les élections d'une « démocratie avancée » où le pouvoir des monopoles serait battu en brèche (Nationalisations démocratiques, etc.). Toutes les expériences historiques montrent bien l'absurdité de cette stratégie électoraliste et parlementaire.

Le réformisme actuel du P.C.F. l'amène à réviser un certain nombre de principes fondamentaux du marxisme (sur la nature de l'Etat en particulier) et se traduit concrètement par un freinage des luttes, voire leur blocage, et le refus de toute forme de démocratie prolétarienne de masse. Sacrifiant délibérément les potentialistes révolutionnaires de la période historique présente, le P.C.F. tend à n'être plus que le groupe de pression légal des diverses catégories de mécontents, se présentant comme candidats au pouvoir dans le cadre du système capitaliste. Cela revient à dire qu'il a objectivement renoncé à jouer le rôle d'avant-garde ouvrière capable de donner aux luttes sociales l'objectif révolutionnaire qui est le leur : la prise du pouvoir par le prolétariat.

Il est aussi question d'une stratégie qui pourrait être un « 36 réussi » : des élections amenant au pouvoir une « majorité de gauche » suivies d'une forte montée des luttes débouchant sur des perspectives révolutionnaires. Cette hypothèse semble dénuée de tout fondement dans une démocratie bourgeoise comme la nôtre.

Par contre, il faut enfin préciser que la prise du pouvoir révolutionnaire aura peut-être à se faire contre une telle « majorité de gauche » (P.C.F.-sociaux démocrates), car celle-ci n'hésitera pas à utiliser tous les moyens de répression contre le débordement du mouvement populaire.

b) Une autre perspective consiste à envisager que la seule grève générale avec prise du pouvoir dans les usines déboucherait sur la prise du pouvoir central, une sorte de Mai 68 réussi. Mais tout le problème consiste à savoir comment se ferait cette prise du pouvoir central, face aux forces de répression (police armée, mais pourquoi pas intervention étrangère) que la bourgeoisie garderait à sa disposition. L'occupation de la Tchécoslovaquie montre bien que la grève générale ne suffit pas à empêcher une « normalisation », mais que seul le peuple en armes peut prendre le pouvoir et le garder. Envisager uniquement la grève générale n'est aujourd'hui absolument pas réaliste.

En développant l'explication et l'information politique par une propagande judicieuse, en expliquant simplement et clairement aux travailleurs ce que signifie pour nous « faire la révolution » : la révolution socialiste n'est ni un putsch ni la recherche systématique de l'effusion de sang mais c'est avant tout la nécessaire transformation des structures économiques, politiques et sociales par la prise du pouvoir et la violence révolutionnaire de masse, qui peut revêtir différentes formes complémentaires. (Lutte armée, grève générale avec occupation d'usines, élections). L'affrontement armé avec la bourgeoisie n'étant pas inéluctable.

Par leur capacité d'explication et de persuasion, les militants révolutionnaires devront convaincre les militants encore influencés par le réformisme afin de rejoindre le mouvement révolutionnaire.

Autre position exprimée par l'A.O.P. Région Centre.

SOCIALISME - PARTI REVOLUTIONNAIRE

L'idée du socialisme a progressé et sa crédibilité depuis 68, les expériences tchèques, polonaises dénotent une aspiration à un socialisme humain. Il ne faut cependant pas perdre de vue

c) Toute l'analyse de la bourgeoisie actuellement face au développement des luttes montre bien qu'il n'y a pas une période où le pouvoir sera « vacant » ; face à la montée des luttes, face aux travailleurs qui imposeront leurs décisions sur un nombre de plus en plus important de problème, la réaction de la bourgeoisie se fera du tac au tac, de façon de plus en plus violente en utilisant tous les moyens dont elle peut disposer (police, armée, etc.).

Cette montée des luttes débouchera donc d'une façon inéluctable sur un affrontement global entre le prolétariat et la bourgeoisie, affrontement qui sera décisif : dans aucun cas ne pourra être évité à un stade ou à un autre de la lutte, l'affrontement armé avec la classe dirigeante. Cette façon de poser le problème de la prise du pouvoir ne dépend pas de nous, mais de l'attitude qu'aura la bourgeoisie et qu'elle a dès aujourd'hui quand nous développons des luttes sur l'axe stratégique du contrôle ouvrier, quand les travailleurs se réunissent en assemblées générales, qu'ils prennent des décisions qu'ils appliquent, qu'ils occupent leurs usines ou qu'ils séquestrent leurs patrons, ils manifestent clairement leur refus de la légalité patronale ou bourgeoise, ils montrent qu'il existe une violence nécessaire, légitime à leurs yeux pour répondre à la violence permanente de la bourgeoisie.

La prise du pouvoir ne peut pas se faire non plus par l'insurrection armée d'une avant-garde auto-proclamée qui, même si elle parvenait à renverser l'appareil bourgeois ne saurait que lui substituer un pouvoir extérieur de la classe ouvrière elle-même.

Il est tout aussi évident que la prise du pouvoir ne doit pas se limiter à la question de l'Etat et que partout à la base, dans les usines, les quartiers, le pouvoir devra être pris en même temps : c'est le problème des Conseils ouvriers, d'usines, de quartiers... qui est posé. C'est aussi le problème de l'auto-organisation des secteurs agricoles et agro-alimentaires.

Tout ceci entraîne nécessairement un certain nombre de conséquences pratiques sur le rôle et l'organisation du parti.

Position différente exprimée par l'A.O.P. Rhône-Alpes - une partie de l'A.O.P. Lorraine

Prise du pouvoir

que le socialisme reste un terme vague, sans contenu précis, et qui souvent fait peur.

L'aspect trop théorique et trop intellectuel des thèses du P.S.U. ne facilitent pas la compréhension par l'ensemble de nos camarades travailleurs. Participer et donner une explication politique aux luttes menées sont des impératifs primordiaux.

Rendre crédible l'idée du socialisme exige aussi que nous soyons capables d'aborder les problèmes de la gestion au niveau des boîtes et des communes, sans minimiser les risques de récupération. Gérer les œuvres sociales d'une entreprise peut permettre de démonter les rouages et les pièges de l'entreprise capitaliste.

SOCIALISME - REVOLUTION

Nous pensons que le P.S.U. doit expliciter ce terme « révolution » qui est non pas l'aménagement du système mais changement complet des structures politiques, économiques et des mentalités.

L'escalade du langage sur le terme « révolution » est très ambiguë et stérile, car ce n'est pas en se gargarisant de mots que l'on fait avancer la conscience politique des travailleurs.

L'expérience chilienne, bien que très différente de nos problèmes de pays industriel avancé, nous semble inté-

ressante parce qu'elle s'appuie sur un consensus le plus large possible, avec des objectifs clairs et révolutionnaires.

Le P.S.U. n'a pas à condamner le gauchisme dont l'apport est très important aujourd'hui. Il ne doit pas cependant être à sa remorque. La manière dont les camarades gauchistes abordent les problèmes risque de nous couper de la masse des travailleurs et des organisations syndicales.

PEDAGOGIE ET LANGAGE sont primordiaux pour le Parti. Les gens sont concrets. Le P.S.U. doit être en plein dans les actions de base et persévérant en parlant le vocabulaire de l'ensemble sans renier ses positions.

Quelle stratégie pour la prise du pouvoir.

Electoralisme type P.C.F. : NON.

Putsch type, certains groupes armés : NON.

Nous rejetons la prise du pouvoir par les armes.

ASSEOIR ET CONSOLIDER LE POUVOIR DES TRAVAILLEURS seront nos objectifs essentiels. Tous les moyens y compris violents seront valables s'ils sont acceptés par la majorité de la classe populaire.

Le mouvement politique de masse ne passera pas par la fusion d'organisations mais par la convergence du travail militant de ceux qui veulent les changements fondamentaux.

La dictature du prolétariat

Texte élaboré à partir des A.O.P. suivantes : RHONE-ALPES, REGION PARISIENNE, BRETAGNE, MIDI-PYRENEES, NICE-COTE D'AZUR.

ANNEXES :

A) Pédagogie ou vocabulaire :

Plusieurs A.O.P. ont fait des réserves sérieuses sur l'opportunité de l'emploi de ces termes de « dictature du prolétariat ».

Tant sur le mot « dictature » mal compris que sur le mot « prolétariat » souvent pris dans un sens restrictif.

B) Questions posées mais non résolues :

1. - Liberté laissée aux contre-révolutionnaires dans la dictature du prolétariat.

2. - Liberté de pensée et idéologie, notamment attitude face aux courants de pensée et aux religions.

3. - Le problème des minorités ethniques (gitan...).

A travers les luttes que mènent les travailleurs tant dans les entreprises qu'à la terre nous les voyons remettre en cause les rapports capitalistes de production.

Ils contestent le droit de propriété d'une minorité et le pouvoir qu'elle leur donne.

Ils contestent la hiérarchie qu'il s'agisse des salaires ou des modes de commandement dans la production.

Les séquestrations de patrons et de cadres, les occupations d'usine sont des exemples entre autres de leur volonté d'imposer leur pouvoir. Les travailleurs ne veulent pas quelques réformes et ne souhaitent pas attendre que de nouvelles conditions soient remplies pour instaurer de nouveaux rapports de production.

I. — La prise du pouvoir est engagée

Dès maintenant ils manifestent qu'ils veulent mettre fin au rapport de maître à subordonné et donc à un certain type d'autorité.

— Election des cadres, choisis pour leur compétence parmi les travailleurs (ingénieurs, techniciens, ouvriers ; ceux-ci libérés du rôle disciplinaire que dans la plupart des cas le capitalisme les oblige à exercer.

Les cadres ont à rendre compte de leur travail, non plus au patron comme actuellement, en régime capitaliste, mais aux comités de travailleurs dans l'entreprise. L'appropriation collective des biens de production, devra rendre chaque travailleur partie prenante et responsable de l'entreprise. Ce sera la fin de la discipline à sens unique des classes dirigeantes actuelles pour faire place à l'autodiscipline qui assurera l'ordre dans la liberté socialiste.

A partir de là, nous pouvons dire que nous sommes déjà dans un processus progressif de passage au « communisme ».

Nous partons donc du concept de transition au communisme puisque les premières mesures allant vers le communisme intégral « de chacun selon ses capacités à chacun selon ses besoins » seront immédiates :

— remises en cause de la division sociale du travail manuel — travail intellectuel, par la suppression de certains corps (corps enseignant, professions libérales, etc.) en rapport avec la vie sociale, (tâches d'enseignement assurées à tour de rôle, etc.) ;

— réduction des tâches subalternes et répétitives, chaque membre de la société les assumant à tour de rôle tant qu'elles n'auront pas été complètement éliminées ;

— remise en cause immédiate de la hiérarchie et de l'organisation du travail dans les conseils ouvriers élus, révocables (âge décisionnel des travailleurs) ;

— unification quasi immédiate des revenus ;

— disparition d'un certain nombre de rapports marquants (gratuité des transports ; des loisirs ; de l'enseignement ; d'un certain nombre de biens de consommation très courants ; etc.) ;

— abolition de l'école comme organisme séparé de la vie, du travail et des luttes, arrêt de la sélection et de la hiérarchie qui en découle.

II. — Le contrôle ouvrier préfigure le rôle dirigeant de la classe ouvrière dans l'autogestion

Le développement du contrôle ouvrier est un apprentissage de la démocratie ouvrière, il doit créer un embryon d'organisation à la base préparant les bases de décision de l'entreprise autogérée.

Il prépare le basculement du capitalisme en sapant progressivement l'autorité, l'idéologie bourgeoise et prépare le fléchissement politique de la bourgeoisie.

L'autogestion réelle ne sera possible qu'après la prise du pouvoir à tous les niveaux dans la phase de destruction de l'Etat bourgeois.

III. — Dépérissement de l'Etat

Nature du pouvoir d'Etat en période de transition :

Le pouvoir d'Etat bourgeois maintient les rapports de production, règle les crises et sert à masquer les contradictions du système. C'est une superstructure du capitalisme.

En période transitoire, il y a cohabitation des forces révolutionnaires et de la bourgeoisie qui garde des points d'appui notamment avec l'appareil de l'Etat bourgeois. Il s'agit donc de

vider de son contenu cet appareil, de le bloquer. Assurer le pouvoir de la classe ouvrière sur l'appareil d'Etat, c'est décentraliser dès le départ les décisions d'orientation et de gestion aux différents niveaux de la vie économique et sociale.

Mais cette décentralisation doit être contrôlée par l'organisation politique de la classe ouvrière. Il y a dialectique entre l'autogestion des décisions à tous les niveaux et le rôle dirigeant du parti révolutionnaire. En période de transition, le maintien d'un pluralisme politique et de l'autonomie syndicale est le reflet d'une situation de dualité des pouvoirs.

Le rôle des révolutionnaires en période de transition est donc de renforcer les structures parallèles et populaires bloquant la police, l'armée et la justice bourgeoise comme l'économie capitaliste et de vider de son contenu le Parlement, l'administration, tout l'appareil d'Etat bourgeois centralisé dont la destruction doit être sans cesse accélérée.

IV. — Conditions d'exercice de la dictature du prolétariat

Par prolétariat il faut entendre les travailleurs qui vendent leur force de travail et dont les intérêts sont fondamentalement opposés à ceux de la bourgeoisie. Il est évident que la classe ouvrière n'a pas pu prendre le pouvoir toute seule. Elle n'a pu le faire qu'en ralliant certaines couches sociales ayant basculé de son côté : paysans, employés, enseignants ; la dictature du prolétariat ne peut s'exercer alors que contre l'ancienne classe dirigeante et toutes les forces de la résurgence bourgeoise.

Toutes les expériences historiques montrent qu'il ne suffit pas de prendre le pouvoir d'Etat et de le faire fonctionner par et pour le prolétariat. Mais il est évident que tant qu'il y a lutte de classes, l'Etat prolétarien reste nécessaire.

Mais quelles doivent être les structures de ce nouvel Etat prolétarien ? Il s'agit d'assurer l'exercice permanent du pouvoir par les masses tout en maintenant un appareil centralisé qui devra être remis perpétuellement en cause pour obtenir son extinction. C'est à cette lumière qu'il faut analyser la structuration de ce type d'Etat par l'intermédiaire des conseils et le rôle que gardera le parti pendant cette période de transition au communisme.

Fonder le pouvoir d'Etat sur les conseils d'usine, de quartier, de l'école... signifie organiser un type d'appareil où les masses auront sans cesse leur mot à dire « délégation révocable à tout moment ».

Mais ces conseils ne sauraient être des organes d'autogestion de chaque activité productive tant que la gestion sociale de la production n'est pas complètement possible et tant que les rapports sociaux resteront basés sur

l'échange : la production devra être planifiée et le comportement des individus et des groupes sera encore en partie conditionné par des éléments contraignants.

Mais l'existence de cette structuration par conseils élus révocables à tous les niveaux exige la présence d'une autre force opérant à l'intérieur de ces conseils et en dehors : le parti révolutionnaire, expression de la conscience révolutionnaire et obstacle au repliement corporatif des masses et des conseils.

Le parti révolutionnaire conserve son rôle de rassemblement des militants les plus conscients et les plus combattifs comme dans la période actuelle et de rassemblement d'une avant-garde interne à la classe ouvrière et liée aux masses.

Ces conseils sont par ailleurs le lien d'expression immédiate du groupe social et des obstacles et à la dégénérescence du parti et à la conservation de l'Etat. C'est donc un véritable débat générateur d'ailleurs de contradictions au sein du peuple mais permettant de les résoudre qu'il faudra mettre en place pour éviter les retours en arrière qui ne manqueraient pas de se produire si le parti avait seul le pouvoir ou si les conseils pouvaient seuls décider de tout. Il faut donc que le programme révolutionnaire réponde à cette attente basée sur une suppression complète des rapports de production capitaliste et de toute survivance de l'idéologie bourgeoise par un processus progressif mais dont le démarrage devra suivre immédiatement la prise du pouvoir.

La tâche historique du prolétariat au cours de cette période de révolution ininterrompue dont le seul terme est l'avènement de la société communiste sera d'affirmer et de renforcer à tous les niveaux sa maîtrise collective à la fois sur la transformation des rapports de production et sur le développement social des forces productives.

Après la prise du pouvoir seule une lutte idéologique intense à l'intérieur et à l'extérieur du parti pourra alors éviter la résurgence de l'idéologie bourgeoise, ainsi que les déviations qui, à travers la conception stalinienne de la dictature du prolétariat ont permis en U.R.S.S. l'émergence d'une nouvelle classe dominante sur la base de la propriété publique des moyens de production :

1. - Dégénérescence de l'hégémonie politique du prolétariat et constitution du parti en bureaucratie policière ;

2. - « Edification des bases matérielles du socialisme » posé comme prioritaire par rapport à un exercice conséquent de l'internationalisme prolétarien et comme préalable nécessaire à la transformation en profondeur des rapports sociaux de production « division du travail », organisation hiérarchique de l'entreprise ; stimulants matériels, appropriation du surplus social etc. et à la destruction complète des superstructures et des appareils idéologiques bourgeois « école, armée, famille, etc. ».

Conclusion

Pour nous la remise en cause des rapports capitalistes de production par un nombre croissant de travailleurs, le niveau des forces productives montrent que la possibilité de la transition au communisme par un processus progressif mais à démarrage immédiat existe. Les travailleurs ne veulent pas quelques réformes et attendre que de nouvelles conditions soient remplies pour instaurer de nouveaux rapports de production.

Planification et autogestion

La combinaison du contrôle ouvrier et de la lutte revendicative est une nécessité.

1. Le contrôle ouvrier a une signification révolutionnaire ; c'est un moyen pour les travailleurs de prendre conscience de leur propre force collective, de s'opposer au pouvoir patronal en appliquant d'eux-mêmes les décisions collectives.

La lutte revendicative n'est ni inférieure ni en opposition au contrôle ouvrier, le développement du mouvement politique de masse implique nécessairement la combinaison du contrôle ouvrier et de la lutte revendicative dans les phases de montée de luttes.

2. Le contrôle ouvrier préfigure le rôle dirigeant de la classe ouvrière dans l'autogestion.

Le développement du contrôle ouvrier est un apprentissage de la démocratie ouvrière. Il doit en créer un embryon d'organisation à la base préparant les bases de décision de l'entreprise autogérée. Il prépare le basculement du capitalisme en sapant progressivement l'autorité, l'idéologie bourgeoise et prépare le fléchissement politique.

Ayant montré sa capacité d'auto-organisation dans les luttes qu'elle aura menées pour la prise du pouvoir, la classe ouvrière devra prendre en main l'autogestion de toute économie à tous les niveaux du processus de production depuis l'entreprise « unité fondamentale » de travail jusqu'à l'ensemble du pays, en passant par les branches et le groupe d'entreprise conformément à une planification qui s'articulera autour des localités et des régions.

3. Paysans.

Pour le secteur des paysans prolétariés, le problème du contrôle n'est pas de nature différente. Dès maintenant, c'est par leur action collective que ces paysans peuvent intervenir contre la légalité bourgeoise et imposer par exemple une répartition plus juste du sol, outil de travail. Face aux entreprises agricoles et alimentaires dont ils dépendent, tant en ce qui concerne leur revenu que leurs conditions de travail, l'action revendicative et quantitative ne représente qu'un élément du combat des paysans travailleurs : l'autorité du pouvoir capitaliste, son emprise sur les travailleurs producteurs de biens alimentaires pourront être directement remis en cause dans la mesure où l'axe des luttes permettra aux paysans de s'identifier en tant que travailleurs exploités et de lier leurs actions à celles des ouvriers.

Le contrôle de la terre, des revenus, des conditions de travail représente l'axe de lutte essentiel pour les paysans comme pour les ouvriers : il ouvre, pour les uns et les autres, la perspective révolutionnaire de l'autogestion de l'économie. Il n'y a donc pas lieu d'envisager une analyse particulière aux paysans sur les mécanismes d'autogestion et de planification. Ils font partie du prolétariat qui doit prendre en main le pouvoir aussi bien

dans l'entreprise que sur le plan général (pouvoir d'Etat).

Autogestion.

Ceci veut dire tout à la fois que l'autogestion :

— Ne signifie rien dans le système actuel (voir le bilan négatif des expériences de coopératives, il ne peut y avoir d'ilot socialiste au niveau de la production) ;

— N'aura pas de forme stricte à laquelle se ralliera automatiquement l'ensemble de la classe ouvrière après la prise du pouvoir.

Il y aura simplement marche vers l'autogestion totale au cours de laquelle devront être résolus une série de problèmes concrets, immédiats, par débats autour des contradictions fondamentales.

Recentrons autour de questions « Qui décide ? », « Par quels moyens ? » dans les problèmes concrets qui seront dans l'ordre croissant de leur complexité :

— L'organisation du travail : répartition des tâches et des fonctions, cadences, niveau des responsabilités ;

— La gestion du personnel : définition de la promotion individuelle et collective, problème de mutation et du recyclage, etc. ;

— La gestion financière ;

— Le choix des moyens technologiques et l'augmentation de la productivité ;

— L'organisation générale de l'économie au niveau régional et du pays face à ces problèmes concrets se posera donc immédiatement la question de la direction. Si, au niveau des programmes, on peut concevoir qu'à travers les structures de démocratie directe l'élaboration sera possible, restera à déterminer comment seront appliqués ces programmes et comment ils seront contrôlés, autrement dit restera à déterminer l'articulation entre la démocratie directe et la démocratie représentative. De toute façon, l'autogouvernement des travailleurs vers l'entreprise exigera l'abolition non seulement de la propriété privée des moyens de production mais tout autant de l'institution « de la direction générale ». Sinon, il n'aboutira en fait qu'à une forme de participation de cogestion.

L'abolition de « la direction », au sens actuel du terme, sera sans doute facilitée par le fait que, dès la marche vers la prise du pouvoir, la classe ouvrière aura concrétisé ses facultés à l'auto-organisation. Mais elle sera freinée par :

— D'une part, la nécessité de faire immédiatement tourner la production ;

— D'autre part, les restes de l'idéologie bourgeoise (nécessité du commandement, d'une rationalisation, y compris par ordinateur, de la motivation des travailleurs).

Elle risque même d'être totalement remise en cause dans une situation d'économie de guerre.

Une seconde contradiction sera, même si au niveau des luttes elle aura commencé d'avoir un début de résolution, la contradiction manuel-intellectuel.

L'autogestion aura à ce niveau vertu pédagogique, dans la mesure où elle assurera la démocratie directe, aura détruit toute référence à la hiérarchie.

Ce sera une conception totalement différente de la hiérarchie. Fin du rapport de maître à subordonné. Elections des cadres et de la maîtrise choisis pour leur compétence parmi les travailleurs (ingénieurs, techniciens, ouvriers), ceux-ci libérés du rôle disciplinaire que, dans la plupart des cas, les capitalistes les obligent à exercer.

Les cadres (révocables à tout moment) ont à rendre compte de leur travail non plus au patron comme actuellement en régime capitaliste, mais au comité de travailleurs de l'entreprise. L'appropriation collective des biens de production devra rendre chaque travailleur partie prenante et responsable dans l'entreprise, sera la fin de la discipline à sens unique des classes dirigeantes actuelles pour faire place à l'autodiscipline qui assurera l'ordre dans la liberté socialiste.

L'autogestion aura à ce niveau vertu pédagogique dans la mesure même où elle aura instauré des temps de non-travail réservés à la formation mutuelle des travailleurs (encore faut-il, bien sûr, donner au mot formation une résonance tout à fait différente qu'actuellement). Vertu pédagogique qui atteindra toute son ampleur si la prise du pouvoir est accompagnée d'une révolution culturelle qui chassera des esprits toute retombée de l'idéologie bourgeoise : ainsi la distinction travaux nobles-travaux subalternes sera anéantie.

Au niveau actuel du mouvement révolutionnaire, on peut, non pas proposer une formule toute faite et idéale de l'autogestion mais, bien plus, une démarche vers l'autogestion. Ceci :

— En analysant à chaque pas chaque lutte, en tirant les bilans et les enseignements pour son développement ;

— En procédant à une étude plus concrète des expériences étrangères et en les confrontant à nos expériences.

Dans le même temps, on aura à l'esprit que même après la prise de pouvoir continueront à se poser :

— rôle du parti et des conseils ;

— rôle des organisations de masse (existence des syndicats) ;

— les demans respectifs de la démocratie directe et de la démocratie représentative ;

— la division internationale du travail entre pays communistes.

AUTOGESTION ET PLANIFICATION

Les groupes autogérés risquent de se refermer sur eux-mêmes et de ne voir que leur propre intérêt sans répondre à l'intérêt de l'ensemble de la classe.

Il y a donc nécessité d'une structure centrale ayant un minimum de pouvoir sur la planification.

Cette planification consiste à :

— établir les besoins de production en fonction des besoins de la population et des possibilités des moyens de production ;



— répartir les investissements au niveau de différentes branches de production et du point de vue de l'équilibre des régions ;

— arbitrer la réorganisation (concentration-décentralisation) en fonction des intérêts des travailleurs et d'une nécessaire productivité économique pour le maintien et la progression du niveau de vie.

Les organismes de planification devront nécessairement disposer de pouvoirs réels sur l'ensemble de l'économie et des activités du pays avec une centralisation de certaines décisions générales.

L'existence de telles structures pose le problème des rapports entre planification et autogestion ainsi que la question des risques de bureaucratisation des orientations et décisions essentielles. Le courant socialiste et révolutionnaire doit dès maintenant apporter des éléments de réponses à cette difficulté majeure.

L'effort minimum devra être réalisé pour que le débat sur les objectifs et le contenu du plan soit largement ouvert et que tous les travailleurs puissent largement et effectivement y jouer un rôle actif. La circulation continue de l'information doit permettre la réalisation d'une volonté et d'un esprit réellement collectifs.

Comme dans l'entreprise face au conseil de travailleurs chargé d'appliquer l'autogestion, le syndicalisme doit garder pleinement son rôle de contrôle et de contestation tant dans l'élaboration que dans l'application du plan. Il ne doit jamais jouer le rôle de courroie de transmission tant par rapport aux organisations du parti que du plan.

Le parti profondément enraciné dans les masses doit permettre la recherche de synthèses entre cette contestation indispensable et l'aspect impératif des programmes de planification.

A l'intérieur des structures de planification, la rotation des techniciens (déjà soumis au contrôle permanent des masses) devra être organisée systématiquement pour éviter le mandarinat, la sclérose et même la constitution d'une nouvelle classe dominante. Le passage d'un rôle bureaucratique à un rôle de production et vice-versa devra être prévu structurellement.

Tous les secteurs qui peuvent, dès le départ, être pris en charge par les travailleurs eux-mêmes devront leur être confiés sans contrôle bureaucratique ou technocratique. La distribution des sols par exemple, en tant que moyen de production, sera beaucoup mieux réalisée par les travailleurs qui savent de quoi ils parlent que par un technicien du plan ou un camarade « commissaire du peuple ».

Progressivement mais constamment le dépérissement de l'Etat devra entrer dans les faits et le pouvoir direct des travailleurs élargi en conséquence. La perspective d'une société sans classe devra se charger d'un contenu de plus en plus réel.

Rôle et nature du Parti Révolutionnaire

Le P.S.U. insiste dans la période récente sur la constitution du mouvement révolutionnaire dans son aspect dynamique, c'est-à-dire à travers les luttes des différentes couches sociales entrant en révolte contre les rapports de production capitaliste.

L'extension même de la lutte à de nouveaux secteurs pose, dans la mesure même où elle élargit la base objective des luttes, de nouveaux problèmes au mouvement socialiste qu'il avait tendance à sous-estimer dans le passé.

Les couches jeunes et intellectuelles critiquant souvent le système sous l'angle du « mode de vie » et de la culture, elles ont tendance à « oublier » la nécessité, pour réaliser la société de type nouveau, de s'emparer du pouvoir économique et des principaux centres de décision. Inversement les travailleurs insérés dans le processus productif sont moins sensibles à l'aliénation subie au niveau de la vie quotidienne.

La radicalisation et l'unification anticapitaliste de ces luttes dépend étroitement des perspectives proposées par le mouvement révolutionnaire.

a) Nature du parti

Le parti est l'organe de la conscience de classe du prolétariat. Cette conscience naît dans la pratique de sa lutte. Elle n'est pas « importée » dans la classe ouvrière, elle ne naît pas dans le cerveau des intellectuels bourgeois.

Mais la lutte des classes n'apporte que le « matériau brut » de cette conscience : nouvelles formes de lutte, embryons d'organisation, nouvelles aspirations, nouveaux rêves.

La transformation de ce « matériau » en conscience — forme la plus haute de l'économie prolétarienne — exige la constitution d'un « intellectuel collectif » : le Parti. Le Parti est la mémoire des luttes passées, le lieu où la classe théorise, systématise ses luttes présentes, puis restitue les directives sous les formes (plus ou moins centralisées et impératives) qu'impose le caractère de la période. C'est par lui que la classe dépasse les tentations corporatistes, et fixe son regard vers le but final : abattre le capital et son Etat, instituer des rapports nouveaux entre les hommes.

Cette organisation politique sera-t-elle une avant-garde révolutionnaire ou un « mouvement politique de masse » niant précisément toute organisation disciplinée, toute structure responsable et n'ayant comme conscience politique que celle que chacun voudra bien apporter ?

Nous devons réaffirmer la nécessité d'une avant-garde révolutionnaire organisée, structurée et politiquement responsable. Ce problème de l'avant-garde est souvent mal posé : le plus fréquemment le terme est employé pour désigner des militants conscients extérieurs à la classe ouvrière. En fait, il faut bien voir qu'il exige une frange de militants, plus conscients que les

autres au sein même de la classe ouvrière. Ils animent les luttes internes et constituent aussi une avant-garde interne. Aussi il ne saurait être question de construire un parti révolutionnaire se prenant pour une avant-garde éclairée du prolétariat se contentant de réunir des éléments radicalisés de la petite bourgeoisie.

C'est un parti révolutionnaire lié aux masses qu'il faut créer, à partir du développement des luttes, en contact permanent avec les masses, recueillant leurs idées et leurs pratiques, les synthétisant à l'aide des acquis théoriques et pratiques du prolétariat, retournant vers les masses, acceptant de se voir remis en cause par les masses, posant à celles-ci l'ensemble des problèmes auxquels il est confronté.

b) Responsabilités actuelles du parti

Une avant-garde à la fois issue des masses et liée aux masses, capable de se poser le problème de la prise du pouvoir, est l'organisation indispensable à la classe ouvrière. Dans l'immédiat, son rôle essentiel sera de faire le lien entre les luttes partielles et les luttes généralisées et d'articuler entre eux les mouvements autonomes des autres couches sociales. Cette articulation doit se faire au niveau du Parti, sous la direction du prolétariat.

c) Parti et prise du pouvoir

C'est uniquement ce type de parti, dirigé par l'avant-garde, du prolétariat, qui sera capable d'organiser ce type de pouvoir central.

Au moment de l'affrontement révolutionnaire le rôle de l'avant-garde sera essentiel et déterminant. De sa lucidité dépendra le succès ou l'échec de la révolution, car elle aura à prendre des mesures d'amélioration ou de freinage du processus révolutionnaire, mesures qui seront décisives (contrôle des centres vitaux du pays, initiatives politiques et économiques immédiates...).

Mais l'avant-garde ne devra en aucun cas se substituer au prolétariat organisé en conseils ouvriers et au gouvernement issu de ces conseils. Elle devra au contraire, comme partie la plus consciente du prolétariat, agir au sein des conseils, y faire des propositions et respecter leurs décisions.

Dans la période qui suivra immédiatement la prise du pouvoir s'ouvrira une phase marquée par la confirmation, sinon l'aggravation de la lutte de classe. Il s'agit alors pour le prolétariat et ses alliés de consolider leur pouvoir : c'est la phase dictature du prolétariat.

Après la révolution, l'avant-garde doit disparaître en tant que telle et laisser la place au prolétariat et à sa dictature, elle aussi d'ailleurs provisoire, jusqu'à la dégénérescence de l'Etat centralisé par la mise en place de l'Etat collectif.

Contribution Centre. Poitou-Charente.

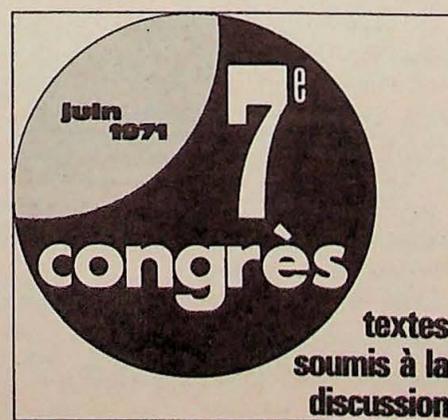
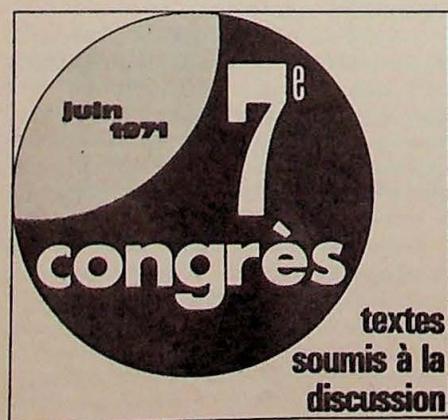
Nous constatons que dans les entreprises les travailleurs ont la conscience de leur appartenance à un mouvement ouvrier (salaire, emploi...) mais ils ne baignent pas dans toute une réalité ouvrière concentrée dans les régions industrielles bien que la subissant tout de même tous les jours. En résultat de ces considérations il apparaît donc que le parti révolutionnaire pour ces régions se présentera comme un mouvement politique d'avant-garde animant et politisant les luttes de masse en passant par les organisations en place (syndicats, cadre de vie, organisations de locataires, consommateurs, etc.).

Pour le moment le parti doit être à l'écoute des travailleurs et au moment des conflits donner l'explication politique et si possible les contrôler.

Mais il est noté que les luttes de masse dans ces régions ne se feront très certainement que par les organisations en place, celles-ci étant les seules forces vives de masse présentes aux travailleurs actuellement.

Cette dernière stratégie nous semble valable si le terme « avant-garde » ne devient pas synonyme d'élite.

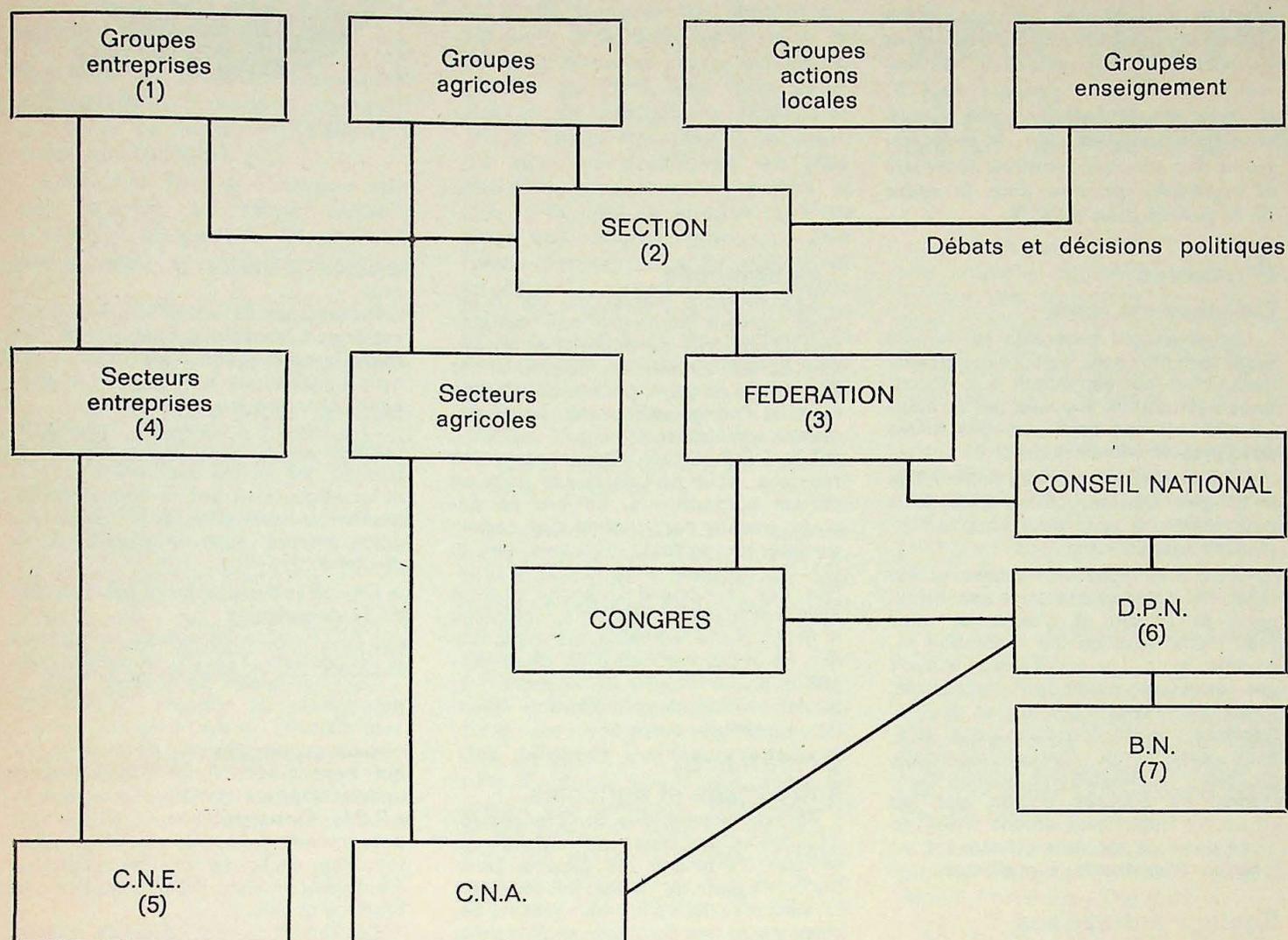
Structures du P.S.U.



Il faut se garder de l'idée de la construction d'un parti avant-gardiste, restreint, donc pur et dur, mais œuvrer au développement d'un parti socialiste et révolutionnaire de masse, largement ouvert à tous les travailleurs.

D'autre part, il faut éviter à tout prix la dualité entre le secteur local et le secteur entreprise. Ce danger ne peut pas être conjuré par la mise à l'écart des camarades des sections locales, mais au contraire par leur intégration dans les organismes politiques avec les militants d'entreprise et par leur association à l'action vers les travailleurs, de telle sorte que la lutte contre le capitalisme soit globale.

SCHEMA DES STRUCTURES



Fonctionnement

1. - LES GROUPES — (voir point 1 de la thèse 14).

Adjonction : Les militants du P.S.U. ne peuvent choisir leur groupe. Autrement dit, le groupe d'entreprise n'est composé que de militants travaillant

effectivement dans l'entreprise ; de même pour les autres groupes.

Chaque groupe propose une ligne d'action en assemblée de section.

En cas de conflit entre le groupe et la section, celui-ci peut demander l'arbitrage de la fédération.

2. - LA SECTION — (point 2 de la thèse 14 - sans changement).

3. - LES FEDERATIONS — Ont pouvoir d'adopter les structures du parti à la situation qui est la leur. Elles ont notamment la liberté de mettre en cause le découpage départemental et de se regrouper pour constituer une fédération régionale (dans ce dernier cas le point 6 de la thèse 14 est sans objet).

La fédération est l'échelon de coordination des secteurs qui la composent. Elle est en même temps l'échelon de délibération et de décision politiques.

4. - LES SECTEURS — Les groupes d'entreprises, agricoles, etc. se regroupent au niveau de la fédération en secteurs sous le contrôle politique de la fédération.

5. - A l'échelon national, les secteurs respectifs éliront des délégués qui constitueront les différentes commissions nationales. Celles-ci agiront sous le contrôle politique de la D.P.N.

6. - La Direction politique nationale est chargée de l'application de la ligne politique définie par les congrès et conseils nationaux. Elle est élue par le congrès sur une base politique et conformément aux actuels statuts.

Elle comprend 39 membres, dont au moins la moitié de militants ouvriers et paysans. (Reste du point 1 sur la direction du P.S.U. dans la thèse 14 sans changement).

ADJONCTION : La D.P.N. est l'échelon de coordination des différentes commissions nationales et exerce un contrôle politique sur leur activité.

7. - LE BUREAU NATIONAL : thèse 14 sans changement.

ADJONCTION : Il élit en son sein le secrétaire national du parti.

Ont adopté des positions voisines : Champagne (texte de base) - Minorité de Paris - Auvergne - Midi-Pyrénées (sauf structures régionales) - Languedoc-Roussillon (en retrait sur la région).

Apport de l'A.O.P. Midi-Pyrénées sur le centralisme démocratique

Cependant, en raison du large discrédit que ce terme a subi, l'A.O.P. estime indispensable d'en préciser le contenu et de l'assortir de certaines garanties considérées comme fondamentales.

Le principe du centralisme démocratique repose sur l'application correcte des deux règles suivantes :

— application de la démocratie. Discussion à la base la plus large possible ; les débats doivent être publiés, donc connus des militants, de l'opinion et des historiens. Après débats, le vote intervient à la majorité absolue ; l'application de cette première règle implique donc :

— la liberté de parole et de critique à tous les échelons ;

— l'absence du culte de la personnalité à l'égard d'un chef qui serait placé à part et au-dessus des autres militants ;

— l'élection libre de toutes les directions ;

— la direction collective à tous les échelons ;

— la responsabilité de tout organisme dirigeant devant ses mandats et le devoir de rendre compte ; cette responsabilité est collective ;

— la reconnaissance des tendances que l'on ne saurait confondre avec des fractions organisées.

APPLICATION DU CENTRALISME

Dès que le vote a eu lieu la décision devient impérative pour tous et les tendances minoritaires doivent tenir compte de cette décision comme si elle était la leur et sans qu'il soit désormais possible de la remettre en cause subjectivement au niveau de l'application pratique.

L'application de cette seconde règle implique donc l'unité dans la discipline et l'action.

Pour un parti refusant les mesures bureaucratiques et les méthodes staliniennes, la discipline de ses militants — une fois la démocratie respectée dans la prise des décisions

est la seule arme garante de son efficacité.

Lorsque la décision est prise à l'échelon supérieur (DPN, BN, congrès, conseils nationaux) cette décision est impérative pour tous les échelons régionaux et locaux du parti.

Au total le centralisme démocratique a pour but :

1. - de faire connaître aux organes dirigeants du parti, avec la plus grande exactitude possible, le point de vue de la base, afin de lui permettre de prendre ses décisions en conformité avec les aspirations des travailleurs ;

2. - d'assurer l'application de cette décision prise par les organes dirigeants à tous les échelons d'une façon rigoureuse et précise ; c'est-à-dire avec l'adhésion de la base.

Ainsi le système du C.D. est centralisé, puisque les décisions ultimes sont prises en haut ; il demeure démocratique puisqu'elles sont arrêtées en fonction des opinions de la base

et que l'accord de celle-ci est à tout moment recherché, tant dans la prise de décision que dans son application.

Afin d'éviter les risques de dégénérescence bureaucratique et la mainmise d'une minorité sur l'appareil du parti, l'A.O.P. considère que l'application du C.D. doit être accompagnée des garanties suivantes :

1. - possibilité d'expression des minorités (tendances ou ethnies à tous les échelons),
2. - représentation proportionnelle des diverses tendances au sein des assises et organes dirigeants régionaux ou nationaux ;
3. - rotation des membres dirigeants,

Texte majorité

Paris - Rhône -

Alpes - Provence -

Côte d'Azur

ce qui implique dans la phase actuelle du parti la mise en place de permanents, leur formation, et pose le problème de leur reclassement ultérieur ;

4. - la nécessité de nouvelles structures.

L'A.O.P. n'a pas voté sur des propositions d'organisation pour la réunion de synthèse. La commission a abordé ce problème et a seulement rapporté ses propositions et ses critiques sur le texte proposé au C.N. d'Orsay (Texte Lambert). La discussion sera poursuivie sur ce point, au cours des diverses réunions fédérales et régionales prévues dans le cadre de la préparation du C.N.

Structures

Département et région

Les structures générales sur le plan départemental sont aujourd'hui dépassées, elles correspondent aux découpages électoraux imposés par la bourgeoisie mais ne sont plus des unités politiques et économiques.

L'organisation capitaliste nous oblige à adopter des structures régionales pour répondre coup pour coup à l'exploitation capitaliste.

Nous proposons de conserver les fédérations départementales comme organe de liaison et d'exécution plus près de la base qu'une fédération régionale, mais il y a nécessité à avoir une structure politique interfédérale, ayant des pouvoirs sur le plan des entreprises, de la formation, des relations extérieures (partis, syndicats, groupes), manifestations, actions communes. Le congrès décide que les structures régionales seront mises en place dans les six mois qui suivent, en fonction d'impératifs économiques.

Secteur entreprises

Le développement de l'implantation du parti dans les entreprises est tributaire de l'aide que l'ensemble du parti doit apporter au secteur entreprise. La C.N.E. doit avoir les moyens techniques de répercuter rapidement les luttes anticapitalistes à tous les groupes, sections, d'un trust ou d'une branche, pour favoriser le développement et la généralisation des luttes.

Les groupes et sections d'entreprises doivent recevoir une aide financière et pratique des sections locales et des fédérations ; par contre, ils doivent aider les organisations locales par la discussion et le travail en commun, à comprendre les problèmes ouvriers afin d'impulser des implantations nouvelles.

La structure en groupes d'entreprise doit être provisoire. La transformation en section politiquement et financièrement autonome à partir du moment où le nombre de cinq à six membres est atteint doit permettre un développement plus correct et pleinement responsable de l'action des militants au sein des entreprises. Il est souhaitable que tout adhérent du parti participe activement au travail politique dans son entreprise ; s'il existe un groupe ou une section, si ceux-ci n'existent pas, nos militants doivent prendre contact avec les sections locales où leur entreprise est implantée afin d'amorcer la constitution d'un groupe d'entreprise sur la base de l'analyse de la situation à l'intérieur de la boîte et la répercussion de ce travail vers l'extérieur (tracts, journaux, affiches).

Dans la mesure où plusieurs militants se trouvent dans cette situation sur une même commune, un groupe inter-entreprises peut être la bonne solution.

Les branches

Les réunions nationales par branches doivent permettre aux militants révolutionnaires de déterminer un travail et une orientation commune sur l'ensemble du pays, pour le développement et l'élargissement des luttes ouvrières (métallurgie, mine, S.N.C.F., P.T.T., E.D.F., G.D.F., Chimie, etc.). Ces réunions, pour ne pas dévier vers un certain corporatisme, doivent se dérouler avec la participation d'un certain nombre de militants désignés par la C.N.E. et n'appartenant pas à la branche. Les réunions de branche devront être précédées de réunions régionales à partir d'une véritable vie régionale que nous devons mettre en place progressivement. Les délibérations de branche se font dans le cadre de l'orientation générale du parti.

Conférences

entreprises et agricoles

Périodiquement, des conférences régionales et nationales devront se réunir afin d'examiner les aspects positifs ou négatifs de l'action passée, faire le bilan des luttes menées ; elles devront tracer des perspectives (faire des propositions au parti), élire une commission nationale qui sera ratifiée par les organismes statutaires nationaux du parti.

Direction politique nationale

De 50 à 60 membres dont la moitié sera choisie sur des critères politiques parmi les candidats proposés par les A.O.P. pour le congrès de juin 1971. Le parti doit prendre des mesures assurant la formation des militants ouvriers et paysans pour leur permettre d'assumer des responsabilités politiques réelles. Un bureau national de 15 à 17 membres, avec participation d'un certain nombre de camarades de province avec réunion bi-mensuelle.

Un secrétariat

De 5 membres où seraient représentés les secteurs entreprise et agricole du parti ; ce secrétariat devrait être permanent ou semi-permanent.

Mouvement de masse

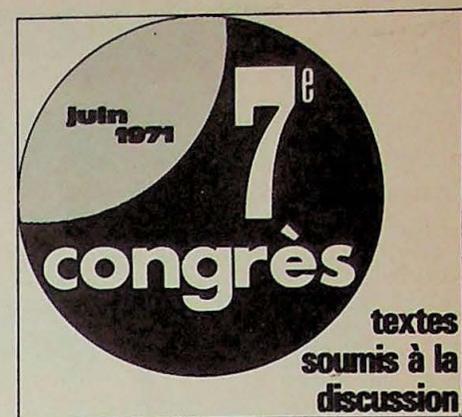
A chaque échelon du parti doivent participer des militants engagés dans des mouvements de masse d'orientation révolutionnaire (avec voix consultative).

Le problème

des publications du parti

La commission propose qu'un collectif politique responsable de « T.S. » soit élu par le congrès national sur des critères politiques. La commission nationale entreprise doit également avoir le contrôle de l'ensemble des textes concernant les luttes ouvrières.

Le journal « Tribune Socialiste » ne doit plus être ce qu'il est actuellement : un amalgame d'articles intérieurs, extérieurs, de discussions de congrès, de



conseils, d'articles d'intérêt général, etc.

Il faut séparer les différentes publications suivant leur contenu et leur rôle. De cette façon il ne resterait que trois publications existantes officielles ayant chacune leurs fonctions :

1) « Tribune Socialiste », organe de propagande et d'expression destiné au public ; les textes seraient contrôlés automatiquement par le comité de rédaction élu sur critères politiques (ce qui conserve donc la possibilité de discussion).

Ce qui suit est commun à l'ensemble de la commission.

L'A.O.P. enregistre avec satisfaction la décision de la D.P.N. de publier dans « T.S. » un encart de 4 pages pour la préparation du congrès, destiné aux seuls militants, et demande que ce processus continue après le congrès, ce qui logiquement ferait disparaître le bulletin intérieur du P.S.U. ainsi que le « P.S.U. Documentation », qui ne sont pas envoyés à tous les militants. L'information de l'ensemble des adhérents étant une condition indispensable à une pratique démocratique.

Cet encart faisant office de bulletin intérieur, sera sous le contrôle d'une commission représentant l'ensemble des courants du parti et désignée par la D.P.N.

L'information doit également circuler dans les fédérations départementales ou régionales sous la forme de bulletin intérieur sous le contrôle d'une commission identique à celle du bulletin national.

2) **Le courrier des entreprises**, serait l'organe d'expression et d'analyse des groupes ou sections d'entreprise, réservé aux militants.

Le contrôle politique en est assuré par la C.N.E.

3) **Critique socialiste**, serait l'organe théorique trimestriel.

Les délégués des A.O.P. réunis les 1^{er} et 2 mai 1971, demandent au congrès de maintenir la procédure des assemblées ouvriers-paysans.

Mais ce maintien n'aura de sens que si les A.O.P. continuent pleinement de maintenir leur rôle initial, soit :

— participation effective de militants révolutionnaires des entreprises et paysans extérieurs au P.S.U., mais invités par les secteurs du parti.

— participation largement majoritaire d'ouvriers et de paysans au sein de ces A.O.P.

— insistent une nouvelle fois pour la simplicité du langage employé (textes et débats).

Additif

Les A.O.P. ne font pas du nombre de participants à la D.P.N. un point essentiel de leur position sur les structures, et demandent à la D.P.N. actuelle de définir et de faire connaître les besoins en militants de cette instance de direction du parti.

Remarques de la D.P.N.

La discussion qui va s'engager pour la préparation du congrès national doit permettre au Parti de se doter de structures plus adaptées à l'évolution de son insertion dans les luttes réelles.

Les nouvelles structures devront tout à la fois renforcer la capacité de réponse du Parti et lui permettre d'avancer au niveau de sa pratique et de sa stratégie.

La D.P.N. tient à souligner que, par rapport à l'étape actuelle d'avancée du parti, le congrès devra régler les problèmes posés par :

— La restructuration des unités de base (groupes et sections) ;

— La mise en place d'une structure régionale ;

— La définition de la Direction politique nationale et des instances de délibération (congrès et conseils).

Dans sa contribution au débat, sans prendre position sur les textes issus des A.O.P., la D.P.N. cherche à soulever les points non traités de façon que le congrès puisse se prononcer après une discussion complète dans toutes les sections du Parti.

La Direction nationale

En ce qui concerne la définition de la Direction politique nationale et des instances délibératives, un certain nombre d'éléments qui n'ont pas été abordés par les A.O.P. devraient être discutés dans les sections, notamment :

● La périodicité des réunions des instances délibératives :

— Un congrès national tous les trois ans ou tous les deux ans ;

— Un conseil national par an dans l'intervalle de deux congrès.

● La définition des organes centraux (secrétariat national, bureau national et direction politique nationale), c'est-à-dire le nombre de représentants (3 ou 5 au Secrétariat national, 15 à 20 au Bureau national, 50 à 80 à la D.P.N.) ; la périodicité de réunion de ces instances, et surtout les modes d'élection à la D.P.N. (élection par le congrès, présentation par les secteurs d'entreprise et agricoles).

La D.P.N. proposera à l'ouverture du prochain congrès de désigner une commission chargée de recueillir les candidatures à la Direction nationale et de les présenter aux suffrages des délégués.

Elle attire par ailleurs l'attention du Parti tout entier sur la nécessité de renforcer la Direction nationale en permettant son élection à l'issue d'un débat clair dans tout le Parti ; pour cela, il est indispensable que dans la future direction un accord politique soit effectif et explicite sur les perspectives de développement du Parti dans les années à venir.

La mise en place d'une structure régionale

Le VII^e Congrès doit donner enfin une impulsion décisive à la mise en place de l'organisation régionale du Parti. Les deux expériences de fédérations régionales (Nord, Haute Normandie) ont montré que les problèmes les plus difficiles peuvent être résolus et que l'efficacité de l'action du Parti peut être accrue grâce à cette forme d'organisation. La région est en effet le niveau le plus adapté pour tirer les leçons des diverses luttes menées par les secteurs et pour donner des orientations politiques à notre insertion dans l'action de masse. Elle permet, de plus, d'éviter l'éparpillement des quatre-vingt-dix fédérations face à la Direction nationale.

La D.P.N. estime utile de soumettre au Parti les idées suivantes : La région doit se substituer aux fédérations actuelles comme organe de décision politique et comme niveau de délibération pour la préparation des congrès. Les directions politiques fédérales élues dans les congrès régionaux par des délégués des secteurs auront plus d'autorité pour l'orientation du travail des secteurs, l'implantation et les relations avec les organisations de masse qui tendent elles-mêmes à s'organiser sur une base régionale, elles doivent disposer de ressources financières pour assurer leurs tâches.

Toutefois, la D.P.N. estime que cette mise en place doit se faire avec le maximum de débat entre les membres du Parti intéressés. Elle propose que le congrès forme une commission nationale des structures qui — sous la responsabilité d'un membre du B.N. spécialement affecté à cette fonction — étudiera le meilleur découpage possible, celui-ci n'a en effet aucune raison de respecter les limites actuelles des régions de programme avec l'ensemble des sections. La commission étudiera cas par cas les problèmes soulevés par l'application de la régionalisation et en fera rapport au Conseil national qui suivra le VII^e Congrès et qui tranchera en dernier ressort. Les régions mises en place auront à déterminer quels échelons intermédiaires doivent exister entre elles et les sections ; dans certains cas, ce pourra être le département. Dans d'autres cas, un découpage différent s'imposera en fonction des réalités économiques et sociales.

L'idée a été avancée à la D.P.N. que chaque année se tienne à la même période un congrès régional (qui remplacerait en quelque sorte le II^e Conseil national actuel) dont certains points d'ordre du jour pourraient être communs à toutes les régions sur proposition de la D.P.N. □

Les structures de base du Parti

Il s'agit aujourd'hui d'assurer une nouvelle cohérence entre nos formes d'organisation et notre ligne politique. La discussion au sein des A.O.P. a montré que les propositions stratégiques, les conceptions des relations entre le parti révolutionnaire, les organisations de masse et les mouvements de masses sont diverses et contradictoires. De ces divergences, quant à la définition de notre ligne politique, découlent naturellement deux propositions quant aux réformes des structures.

Les A.O.P. proposent deux textes contradictoires :

1. Le texte « structures du P.S.U. » défendu par la Champagne, la minorité de Paris, l'Auvergne, Midi-Pyrénées (sauf structures régionales), Languedoc-Roussillon (en retrait sur la région).

2. Le texte « structures » défendu par la majorité de Paris, Rhône-Alpes, Provence-Côte d'Azur.

Quant aux structures du Parti, un certain nombre de camarades de la D.P.N. se sont reconnus dans le texte n° 2. D'autres ne se prononcent ni pour l'un ni pour l'autre.

Position à partir du texte n° 2 des A.O.P.

Les structures de base du Parti doivent être renouvelées en fonction du seul critère du travail de masse et de l'efficacité de l'action contre l'exploitation capitaliste. C'est-à-dire que nous ne devons pas rester figés sur les découpages administratifs et électoraux de l'Etat bourgeois. Il faut briser par ailleurs la séparation (introduite dans la thèse 14 à Dijon) entre les groupes qui effectuent le travail militant réel et la section qui prend les décisions politiques et élabore la ligne.

Les instances d'action et de décision politique doivent se confondre. Il ne peut donc s'agir que de petites sections de l'ordre de la dizaine ou quinzaine, implantées sur les lieux de travail (entreprise, facultés, lycées), et d'habitation (quartier, H.L.M., cité) et pleinement responsables.

Ces structures de base nous semblent permettre la possibilité d'apparition d'une nouvelle tradition militante permettant à chaque organisation du parti d'être capable de réagir par elle-même devant les si-



tuations concrètes et dépassant à la fois le « militarisme » (tradition militante engendrée par le centralisme bureaucratique) et le dilettantisme (tradition engendrée par la social-démocratie). Les sections seront coordonnées entre elles, en particulier la section d'action locale orientant prioritairement son travail en direction des entreprises et assurera une présence militante permanente dans les organisations de masse de son quartier (Secours rouge, Comité d'usagers, etc.).

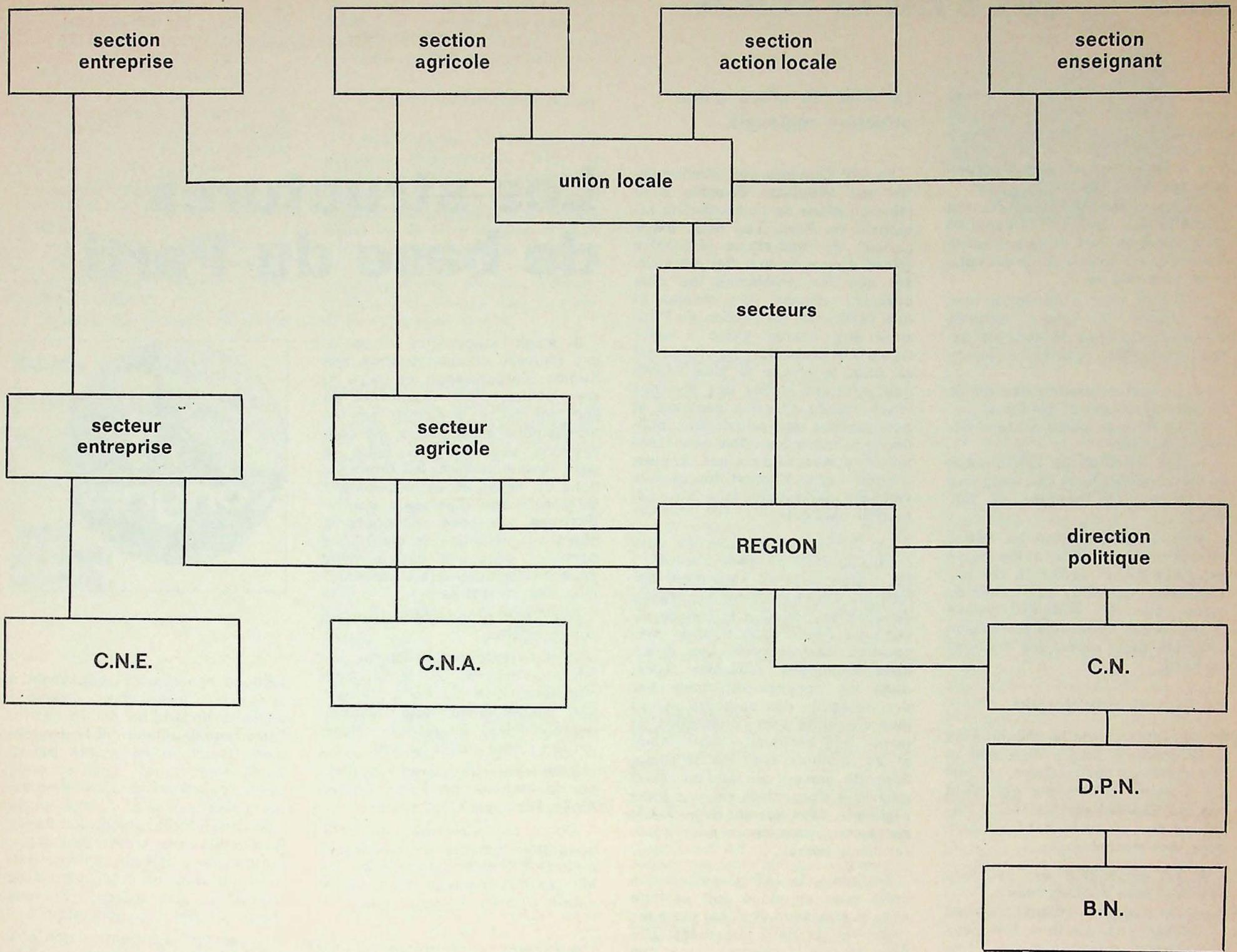
La section d'entreprise doit être formée le plus rapidement possible.

Les camarades du Parti qui sont au moins cinq sur une entreprise doivent se constituer en section d'entreprise. Les militants isolés devront provisoirement être intégrés soit à la section d'action locale correspondant à leur résidence, soit à la branche industrielle du secteur entreprise, à une section d'entreprise ou à une section paysanne selon les cas.

Il est clair que les remodelages devront tenir compte de l'importance des sections et fédérations.

Afin de permettre le plus large débat politique, les échanges d'expériences sur les différents fronts, la prise en charge par tous des luttes internes et externes aux entreprises, afin de donner enfin un support technique indispensable, il faut créer une structure nouvelle que l'on peut appeler « l'union locale ». Assemblée des militants de sections, intervenant sur des fronts de lutte divers, elle sera une instance de coordination, de confrontation et assurera des tâches de formation.

Ces propositions dans le cadre du texte n° 2 des A.O.P. conduit au schéma organisationnel suivant :



Les camarades de la D.P.N. qui ne se retrouvent sur aucun des deux textes estiment que les structures locales doivent répondre à deux impératifs : le travail de masse quant à l'agitation et à l'animation des luttes et le rôle d'intellectuel collectif qui dégage les propositions globales et unifiantes pour engager le choc.

Les travaux du nouveau siège central du Parti sont en cours



Il s'agit d'aménager

- Au rez-de-chaussée :
 - Une salle pour la librairie de « Tribune ».
 - Deux bureaux pour la rédaction du journal.
 - Deux bureaux pour l'administration.
 - Une salle pour le fichier.
 - Une salle d'expéditions.
 - Un atelier d'impression.
- Aux premier, deuxième et troisième étages :
 - Douze bureaux pour la Direction nationale du Parti.
 - Trois salles de réunion, dont une faisant office de bibliothèque.

Cela représente plus de 60 000 francs de travaux, sans compter le mobilier.

Il reste également à rembourser un emprunt de 380.000 F.

LA SOUSCRIPTION

Chaque fédération doit collecter d'ici à la fin de l'année une somme équivalente à un timbre trimestriel de cotisation complet par militant.

La Direction nationale du Parti et l'administration de « Tribune socialiste » doivent pouvoir s'installer au plus tard le 30 JUIN prochain. Or, les travaux prennent du retard faute d'argent.

Les versements sont à faire par C.C.P. ou chèque bancaire à l'ordre du P.S.U. :

C.C.P. 140 20 44, Paris
en les envoyant à « Tribune Socialiste », 54, boulevard Garibaldi, Paris 15^e.

Donner ou collecter pour le siège central du Parti, c'est une tâche militante urgente

L'équipe responsable des travaux recherche un camarade pour assumer la responsabilité des travaux de peinture (constitution des équipes, organisation du travail). La peinture pourra commencer à partir de début mai.

De la même manière, nous aurions besoin d'un grand nombre de peintres (ce n'est pas la peine d'être un spécialiste).

Adressez-vous à SUF. 19-20, en indiquant vos jours et heures disponibles.

tribune
socialiste

